

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
OPINIONS POLITIQUES
DE
BARNAVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 10 juin 1919, à 8 h. 1/2

PAR

P.-E. BOISSENOT

Lauréat de la Faculté de Droit de Grenoble
Avocat à la Cour d'appel
Chevalier de la Légion d'honneur
Décoré de la Croix de guerre

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, profes.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur
J. BARTHELEMY, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
OPINIONS POLITIQUES
DE
BARNAVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 10 juin 1919, à 8 h. 1/2

PAR

P.-E. BOISSENOT

Lauréat de la Faculté de Droit de Grenoble
Avocat à la Cour d'appel
Chevalier de la Légion d'honneur
Décoré de la Croix de guerre



Président: M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, profes.

*Suffragants: { MM. CHAVEGRIN, professeur
J. BARTHELEMY, professeur*

PARIS

JOUVE & C^o, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AUX MIENS

P.-E. B.

« S'il fallait nommer à distance, a dit Sainte-Beuve, parmi les membres de cette grande Assemblée, l'orateur qui la représenterait le plus fidèlement depuis le premier jusqu'au dernier jour dans sa continuité et sa tenue d'esprit, dans sa capacité, dans son éclat, dans ses fautes, dans son intégrité aussi et dans l'œuvre de sa majorité saine, ce ne serait ni Mirabeau trop grand, trop corrompu, enlevé trop tôt, qu'on devrait choisir, ni Maury, le Mirabeau de la minorité, ni Lafayette trop peu éloquent, ni d'autres. Ce serait pour l'ensemble de qualités qui exprime le mieux la physionomie de l'Assemblée constituante ce jeune député du Dauphiné : Barnave (1).

1. Sainte Beuve, *Causeries du Lundi*. Œuvres de Barnave, t. II, p. 24.

LES OPINIONS POLITIQUES

DE

BARNAVE

PREMIÈRE PARTIE

L'HOMME

Les années de Jeunesse

Antoine-Pierre-Joseph-Marie Barnave était né à Grenoble le 22 octobre 1761. Son père, fils d'officier, était avocat au parlement de la ville, et, par sa mère, une demoiselle de Presle, il était apparenté à la noblesse du pays.

Sa famille appartenant à la religion réformée, il ne put bénéficier de l'instruction et de l'éducation donnée dans les collèges du temps.

Ce fut sa mère, assistée d'un précepteur, qui se chargea de l'élever et de l'instruire.

Elle lui inculqua de bonne heure, les solides vertus qui font les hommes forts et énergiques, fermeté, du caractère et loyauté.

Cette éducation première laissera des traces profondes dans l'esprit et dans le cœur de Barnave. Jusqu'à sa mort il conservera pour sa mère un véritable culte.

Pendant sa translation à Paris, il écrivait à ses sœurs : « C'est ma mère qui doit élever vos garçons, elle leur communiquera cette âme courageuse et franche qui fait des hommes et qui avait été plus pour mon frère et moi que tout le reste de notre éducation » (1).

Si la noblesse du cœur, le courage moral, l'autorité, sont des forces ataviques, Barnave avait de quoi tenir. Certains gestes des siens devaient rester dans sa mémoire.

Il avait neuf ans, lorsque sa mère le conduisit un soir au spectacle, on jouait *Beverley*. La salle était comble ; seule, une loge était inoccupée, mais elle avait été réservée par le gouverneur pour une de ses favorites. Mme Barnave s'y plaça. On vint la prévenir qu'elle eût à se retirer et, sur son refus, la force armée intervint. On ne capitule pas facilement dans la vieille cité dauphinoise, comme disent les gens de ce pays, on veut voir clair dans son droit, et, même dans celui des autres. Elle ne quitta la loge que lorsque son mari qu'un ami était allé prévenir, fut venu

1. Barnave. *Œuvres*, t. II, p. 342.

la chercher et que le duc de Clermont-Tonnerre eût menacé d'employer la force.

Ce départ, dit la *Chronique*, fut un triomphe. Une grande partie des spectateurs manifesta sa sympathie pour la famille Barnave, en quittant le théâtre.

A dix-sept ans, le jeune Barnave se battit en duel avec un homme qui avait insulté son frère cadet. Cette aventure faillit lui coûter la vie, mais ne l'éloigna jamais de cette façon un peu belliqueuse de réparer l'honneur.

Les heures studieuses de sa jeunesse ne l'absorbèrent pas, au point de lui faire négliger le monde. Il semble même qu'il recherchait les occasions de se produire dans les salons de sa ville natale, où son élégance, ses qualités d'esprit étaient fort goûtées.

Il avait étudié le droit et, beaucoup plus pour obéir aux désirs paternels que par vocation sincère, il s'était fait inscrire au barreau de Grenoble.

D'esprit méthodique, positif, comme nous dirions aujourd'hui, il s'appliquait à être un avocat consciencieux, aussi soucieux de l'argumentation juridique de ses plaidoiries que soigneux de leur forme.

Il avait pris l'habitude de méditer et d'écrire chaque soir, les faits les plus saillants du jour afin d'entraîner son esprit à la réflexion. Au sujet de sa profession, il notait ce conseil intime qui n'a rien perdu de sa vérité :

« Travailler, mûrir davantage mes causes, et puis

les traiter d'abondance, où avec des extraits fort courts, en homme rompu... Exercer ce genre dans ma chambre. — M'attacher essentiellement à la netteté, à la brièveté, c'est la passion des juges » (1).

A vingt-deux ans, il avait été désigné par ses confrères pour prononcer ce qu'on appelait alors le discours de clôture des audiences. Il choisit un sujet qui était, en même temps que très en vogue, un peu tendancieux pour l'époque.

« *De la division des pouvoirs* ». N'était-ce pas là une partie du programme avancé si magistralement traité par Montesquieu et que la Révolution allait mettre en œuvre six ans plus tard ?

Barnave le traita avec une éloquence et une maturité d'esprit qui lui valurent l'estime du Palais. Tous ses discours politiques resteront imprégnés de sa méthode première. Plus prodigue de faits et de précisions que de métaphores brillantes, il ne cherchera pas à séduire, mais à convaincre.

Ce fut à l'occasion des troubles du Dauphiné qui devaient être le prologue de la Révolution qu'il fit son entrée dans la vie politique.

1. Barnave, *Œuvres* : Not. Hist., p. 16.

Ses premiers pas dans la vie politique

C'était l'heure où en face des finances compromises, Loménie de Brienne dressait ses fameux expédients qui devaient être fatals à la royauté.

En août 1787, le Parlement de Paris avait proclamé le déficit financier tout en repoussant les impôts que le gouvernement voulait établir pour le combler. Il réclamait en même temps, la convocation des Etats généraux qui n'avaient pas été réunis depuis cent soixante-quinze ans.

Les Parlements des provinces s'engagèrent hardiment dans le sillage du Parlement de Paris. Celui de Grenoble, un des plus anciens, le troisième en date, fut un des plus ardents.

C'était la lutte ouverte entre la Royauté et une puissante organisation qui, durant des siècles, avait donné au pays sa note politique.

Pour frapper à mort ces grands corps de judicature, Loménie de Brienne et Lamoignon, le garde des Sceaux, concertèrent un projet qui remplaçait les Parlements par de grands Bailliages, et transmettait à une Cour plénière l'autorité politique qu'ils avaient jusqu'alors détenue.

Le Parlement de Paris protesta et s'insurgea, déclarant traître au Roi et à la Nation quiconque siégerait dans la nouvelle Cour. L'arrestation de quel-

ques-uns de ses membres, souleva presque toute la magistrature des provinces.

En Dauphiné, les Edits qui avaient créé toute cette agitation, furent enregistrés militairement.

C'est alors que parut à Grenoble une brochure qui eut à l'époque un grand retentissement.

Elle était intitulée : *Esprits des Edits, enregistrés militairement, au Parlement de Grenoble le 10 mai 1788* (1).

Par la vigueur et la précision de ses accusations, par l'exposition brillante des vœux et des besoins de la France nouvelle, l'auteur jetait un cri d'alarme dont l'écho allait se faire entendre dans toutes les provinces.

« Quand un peuple », disait-il, « est trompé par ceux qui le gouvernent, les citoyens se doivent entre eux de mettre en commun leurs pensées, afin de s'éclairer réciproquement, et d'opposer à des maux communs une défense uniforme et combinée » (2).

Il affirmait que seuls les Etats généraux avaient le droit d'octroyer l'impôt et de légitimer les réformes dont la nécessité se faisait sentir, rejetant hardiment la fameuse Cour plénière, dont les Edits voulaient faire un établissement permanent appelé à vérifier les lois.

1. Barnave, *Œuvres*, t. IV, p. 381, et suiv.

2. Barnave, *Œuvres*, t. IV, p. 383.

« Jamais les Français ne furent assez avilis pour reconnaître leurs représentants dans des hommes nommés par le prince, soumis à son influence immédiate, étrangers à toute connaissance du royaume, et dont la composition exclut même le concours de l'ordre le plus nombreux » (1).

Il concluait en demandant au Roi de satisfaire aux vœux de tous.

« Appelle, appelle, il en est temps, ton peuple fidèle à délibérer avec toi ; lui seul pourra t'offrir assez de lumière et des remèdes supérieurs aux maux qui t'accablent »...

« Ils sont des lâches, ceux qui t'on dit que cette heureuse institution affaiblirait ta puissance » (2).

Il n'en fallait pas davantage en ce temps-là pour recevoir une lettre de cachet. Le courage moral de l'écrivain devait se colorer fortement de l'audace si chère à la jeunesse. Barnave, car c'était lui qui avait écrit *l'Esprit des Edits*, était déjà prodigue de fierté et de gestes forts.

Très vite, des événements se précipitèrent. Loménie de Brienne avait envoyé des lettres de cachet à tous les magistrats du Parlement de Grenoble, leur ordonnant de quitter immédiatement la ville pour se rendre dans leurs terres.

Le peuple dauphinois s'émut, organisa la résis-

1. Barnave, *Œuvres*, t. IV, p. 404.

2. Barnave, *Œuvres*, t. IV, p. 406.

tance et, comme aux jours de danger public, le tocsin sonna. Ainsi, se manifestait la sympathie du peuple pour la magistrature, premier élément d'opposition qui essayait de tenir en échec le pouvoir royal.

Le 8 juin 1788, l'émeute battait son plein. Cette fameuse journée est restée à jamais célèbre dans l'histoire de Grenoble sous le nom de *Journée des tuiles*, en souvenir de la véritable pluie de tuiles qui du haut des toits, s'abattit sur les soldats du gouverneur.

C'est pendant cette courte insurrection que fut blessé légèrement le sergent Bernadotte qui servait alors dans le régiment de Royal-Marine où il s'illustrait sous le sobriquet flatteur de « Belle jambe », en attendant la couronne de Suède.

Quelques jours plus tard, la municipalité de Grenoble invitait ses notables à délibérer. Le 14 juin, en l'hôtel de ville, une ancienne résidence du duc de Lesdiguières, la dite assemblée vota une adresse au Roi, demandant le retrait des Edits, le rappel du Parlement et la convocation des Etats provinciaux, stipulant que le Tiers état aurait une double représentation et que le vote se ferait par tête.

Le gouvernement s'étant opposé à toute réunion légale dans la ville de Grenoble, les trois ordres de la province, se donnèrent rendez-vous à Vizille, le 24 juillet 1788.

Coïncidence curieuse, ce fut dans la salle du Jeu

de paume du château du dernier Connétable de France, ce fameux duc de Lesdiguières, le Roi des Montagnes, que se tint la première Assemblée provinciale qui devait écrire le prologue de la Révolution.

Le Projet de Remontrances au Roi, adopté sur les propositions de Mounier et de Barnave, contenait presque tous les grands principes de droit publics qui devaient triompher les années suivantes.

Entre autres réformes, on y demandait au Roi le privilège de s'assembler pour délibérer sur les affaires publiques, le droit pour les Etats généraux de voter les impôts et de consentir à l'exécution de nouvelles lois, la garantie de la liberté individuelle et enfin la convocation des Etats généraux.

Toutes ces délibérations avaient été votées par tête, les Tiers état ayant bénéficié d'une double représentation. La séance était levée à minuit et le lendemain, l'Assemblée quittait Vizille.

« La sérieuse, la vaillante province », selon la forte expression de Michelet, venait hardiment d'écrire, une page d'avant-garde, une page glorieuse, qui allait servir de tremplin aux grandes réformes de la Révolution.

Le 2 janvier, les membres de l'Assemblée de Romans se réunissaient aux représentants des trois ordres de la province pour procéder avec eux à l'élection des députés aux Etats généraux.

Le nom de Barnave sortit un des premiers de l'urne.

Sa place à l'Assemblée constituante.

En quittant leurs provinces, les députés qui s'en allaient à Versailles, emportaient les vœux de leurs mandants. Ces vœux étaient à peu près identiques dans tous les bailliages de France, et le dépouillement des cahiers de doléance, indiqua nettement que, si la forme monarchique du gouvernement n'était pas en jeu, non plus que la personne du roi déclarée inviolable et sacrée, le consentement national était nécessaire à l'emprunt et à l'impôt.

Avec leurs airs empruntés, leurs gestes parfois timides et maladroits, les élus des provinces n'en apportaient pas moins un redoutable esprit nouveau.

Les idées des écrivains et des philosophes étaient dans toutes les têtes. On avait lu et commenté *le Contrat social*, on savait par cœur les répliques de *Figaro*. On était mûr pour les grands événements qui se préparaient. On savait et on allait oser.

Qu'ils étaient loin les temps où l'orgueilleux baron de Senecey, président de l'ordre de la noblesse aux derniers Etats généraux, irrité de la prétention du Tiers qui demandait par l'organe du lieutenant civil. « A aimer et respecter la noblesse pourvu qu'on le

traitât comme un frère cadet », s'exprimait ainsi à une audience de Louis XIII sur cette irrévérencieuse prétention.

« Sire, le Tiers état qui tient le dernier rang, oubliant toutes sortes de devoirs ose se comparer à nous. J'ai honte de vous dire qu'il compare votre état à une famille composée de trois frères. En quelle misérable condition sommes-nous donc tombés ? Quoi ! la noblesse est tellement rabaissée qu'elle doit être avec le vulgaire en la plus étroite société qui soit parmi les hommes, qui est la fraternité. Sire, remettez-les en leur devoir, faites-leur connaître ce que nous sommes » (1).

En cette année 1789, les choses sont bien changées. La plus grande partie de la noblesse était libérale, et le bas-clergé tout au moins était acquis aux idées nouvelles.

Ne verrons-nous pas le duc de Montmorency briguer les faveurs populaires ? L'Eglise ne sera-t-elle pas trahie par un de ses dignitaires, l'évêque d'Autun, Maurice de Talleyrand ?

Quand il arriva aux Etats de Versailles au printemps de 1789, Barnave avait vingt-sept ans. Sa taille bien prise, son élégance recherchée ajoutaient encore à sa distinction naturelle. Des cheveux blonds enca-

1. Florimond Rapine. *Compte rendu des Etats de 1614, Recueil des Etats généraux*, t. XVI et XVII).

draient à la mode du temps, une figure ouverte, où les yeux vifs révélaient un caractère ardent. Le nez un peu relevé semblait agressif mais la bouche grande, aux lèvres sensuelles indiquait la bonté. Il y avait dans son attitude quelque chose de volontaire et de décidé.

Une certaine froideur faite peut-être de timidité et d'orgueil, le rendait distant. Michelet prétend qu'il avait « l'air audacieux d'un avocat duelliste » (1).

Si les hommes de nos petites patries de France sont un peu faits à l'image de leur sol, le pays natal laissait en lui sa rude empreinte. Des montagnes dauphinoises, il empruntait un peu l'allure altière et forte, avec cette sorte de rêve que les soleils couchants laissent sur les cimes dans les crépuscules d'automne.

Elevé à l'école des écrivains et des philosophes, aimant le beau et la loyauté par-dessus tout, il avait grandi dans une province où les idées de Justice et de Liberté ont toujours trouvé un refuge et un foyer : le pays qui, en d'autres temps, avait donné à la France, le brave chevalier sans peur et sans reproche.

Son éducation, les traditions qui l'entouraient en faisaient bien l'homme, digne de représenter cette admirable bourgeoisie, intelligente et lettrée de la fin du xviii^e siècle.

1. Michelet, *Histoire de la Révolution*, t. III, p. 45.

Dès les premiers jours, parmi les liseurs qui ne montaient à la tribune qu'en tremblant, Barnave fit impression par son étonnante facilité d'improvisation.

« Voilà un jeune homme qui nous arrive du Dauphiné à Paris, avec des dispositions heureuses qui ne sont pas encore du talent mais qui donnent de l'espérance » (1).

Indécis, non pas sur la conduite politique qu'il tiendrait, mais sur le choix de ses amis, il se rapprocha d'abord de son illustre compatriote Mounier qui, plus âgé que lui, avait joué un rôle plus actif dans les démêlés de Grenoble et de Vizille.

Cet accord dura peu ; peut-être le jeune député était-il jaloux de l'influence de Mounier. Dans ses écrits posthumes, il prétend que « Mounier et ses « partisans semblaient ne s'être point aperçu qu'il y « eut une Révolution. Ils voulaient construire l'édifice avec des matériaux qui venaient d'être brisés » (2).

Pressé surtout de grandir en réputation, poussé par l'ambition de se faire un nom, il semble qu'il évita les suggestions de Siéyès qui voulait se l'attacher et ne céda pas aux avances de Mirabeau parce qu'il ne voulait pas être l'aide de camp de l'un des puissants du jour.

Presque dès les premiers jours, certains députés

1. Comte de Montlosier, *Mémoires*, t. II, p. 240.

2. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 102.

P.-E. Boissenot

avaient pris l'habitude de se réunir entre les séances pour discuter des opinions de l'heure. Une de ces parlottes, prit le nom de Club Breton parce que ses premiers membres étaient du pays de Bretagne.

C'était là, que se rencontraient de préférence les membres de la gauche de l'Assemblée. Barnave y venait et, c'est au cours de réunions qu'il se lia d'amitié avec trois hommes qui allaient devenir ses compagnons de luttes.

Les deux frères Charles et Alexandre de Lameth et Adrien Duport.

C'est de cette alliance politique que naîtra le fameux groupe de gauche, le Triumvirat, que Mirabeau et Brissot traitaient dédaigneusement de *Triumguezat*. Dans toutes les affaires que traitera l'Assemblée, dans toutes les lois qui seront proposées ou votées, nous retrouverons la pensée et l'action de ce véritable bloc de gauche.

Les deux frères Charles et Alexandre de Lameth, appartenaient à une famille aristocratique bien en cour. A la suite de cette noblesse libérale et aventureuse, éprise d'idéalisme et d'indépendance, l'un et l'autre avaient accompagné Rochambeau et La Fayette en Amérique. De là-bas, ils avaient rapporté les principes nouveaux, qu'ils allaient appliquer dès leur arrivée aux Etats généraux. Tous deux, colonels de cavalerie, élus de la noblesse, ils ne tardèrent pas

à venir siéger sur les bancs de la gauche aux côtés de Barnave et de Duport.

Ce dernier était peut-être l'esprit le plus remarquable de l'Assemblée constituante. Ancien conseiller au Parlement de Paris, (il avait à peine dépassé trente ans) représentant de la noblesse, mais, démocrate de la première heure, il se fera remarquer autant par sa science juridique que par ses qualités d'orateur. C'est lui qui, dans son rapport du 29 mai 1790 sur l'organisation de la magistrature, jeta les bases de la justice française. On lui doit l'institution du Jury, et ne fit-il pas admirer la hauteur de sa pensée dans son mémorable discours sur la peine de mort ? Il était vraiment le cerveau du Triumvirat.

« Je ne crois pas écrit M. Aulard dans son histoire des constituants, que des hommes imprégnés d'aristocratie, les uns par leur naissance, les autres par leur éducation puissent pousser plus loin l'amour de la liberté que ne le firent les deux Lameth, Barnave et Duport. Alerte et bien française, leur parole est à l'origine un juste écho du patriotisme révolutionnaire.

Dans leurs discours comme dans ceux des constituants, on retrouve l'état d'âme de cette nation généreuse et confiante avant qu'elle eut été trompée par son roi ».

Le plus éloquent des trois était Barnave, le plus intelligent Duport, le plus actif Alexandre de Lameth

— de là le dicton populaire — ce que Duport pense, Lameth le fait, Barnave le dit (1).

Son éloquence politique

En général, les écrivains de l'époque romantique qui les premiers grandirent l'histoire de la Révolution furent injustes envers Barnave. Lui, qui avait tant de fois lutté contre Mirabeau, qui l'avait même vaincu, loin d'en retirer un titre de gloire, à leurs yeux, il en fut au contraire diminué, écrasé. Avec quel dédain Lamartine n'oppose-t-il pas « l'homme du barreau à l'homme de la nation » et Michelet, nous confiera que « sa physionomie n'exprimait en réalité que sa vie de « luttes et de disputes, l'irritation habituelle de la vanité ». Pourtant le comte de Montlosier qui n'aimait guère Barnave, raconte dans ses mémoires, que « Cazalès lui a souvent dit qu'il le regardait comme le « premier talent de l'Assemblée » (2).

De tous les orateurs de la Constituante, le député du Dauphiné est peut être celui qui prit part au plus grand nombre de discussions.

A lire ses discours, on est étonné des connaissances aussi variées que nombreuses qu'ils renferment. Rien ne lui paraît étranger, ni la législation civile, ni le

1. Aulard, *les Orateurs de l'Assemblée constituante*, p. 458 et suiv.

2. De Montlosier, *Mémoires*, t. II, p. 240.

droit public, ni les développements historiques. Il est juste toutefois de reconnaître, que les questions qui agitaient alors l'opinion étaient soigneusement étudiées et préparées en commun par les membres du Triumvirat. Barnave, le porte-parole du groupe, y puisait ses idées, ses arguments essayant même sur cet auditoire d'amis, l'effet de sa parole.

A la tribune, nul mieux que lui n'avait l'art de résumer un débat, d'en faire jaillir le point essentiel et de conclure.

Ce jeu qu'il pratiquait avec une extraordinaire facilité l'avait fait surnommer « l'Avocat général de l'Assemblée ».

Il disait, ses discours, d'une voix aigre et mordante, mais sans chaleur, ce qui faisait dire à Mirabeau : « je n'ai jamais entendu parler si bien, si clairement, mais il n'y a point de dieu en lui ».

Mme de Staël, prétendait qu'il était orateur à la manière des Anglais.

Nous ne trouverons pas dans les discours de Barnave, la chanson des phrases qui entraîne, le rythme, la couleur et la flamme qui faisaient si troublante l'éloquence de Mirabeau.

Il n'était pas né dans la Provence ensoleillée qui verse au cœur et à l'esprit de ses enfants un peu de sa lumière ; il ne savait pas faire appel à l'imagination d'un auditoire ; il méprisait la métaphore. Il était surtout, dans ses improvisations, prodigue de logique

et de clarté. Sa dialectique était précise et froide, il avait avant tout le souci du mot juste. Jamais il n'aborda la tribune sans connaître à fond le sujet qu'il allait traiter.

Plus que Mirabeau, il avait l'art d'exposer solidement une question et jamais ses contradicteurs ne le trouvèrent à court d'arguments pour la réplique.

Ne nous méprenons pas, Mirabeau eut sans doute des réponses terribles, mais c'était le mouvement et la chaleur des débats qui les créaient. L'impétuosité de son génie le plaçait au-dessus de la question, la submergeait et l'histoire généreuse pour lui, a oublié les critiques parfois savantes de ses adversaires pour ne se souvenir que de ses cris puissants. C'est ainsi que Dumont de Genève, raconte, qu'à la séance du 10 décembre 1789, Mirabeau avait exposé tout un système hiérarchisé des fonctions électives. Il fallait que chaque candidat pour parvenir aux situations supérieures passât graduellement dans les fonctions d'ordre inférieur. On s'élevait jusqu'à l'Assemblée nationale après avoir été membre des conseils de départements dans lesquels on ne pouvait avoir accès qu'en sortant des conseils municipaux.

L'Assemblée était convaincue, lorsque Barnave demanda la parole pour combattre le projet de Mirabeau.

Avec une précision raffinée, il déchiqueta lambeau par lambeau, le vaste plan qui venait d'être

exposé, faisant redouter la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une classe riche et privilégiée.

Mirabeau qui ne savait de son système que ce qu'il en avait exposé, répondit à peine.

« Ce fut une de ces occasions », dit Etienne Dumont, « où je regrettai que Mirabeau qui saisissait tout superficiellement et n'approfondissait rien, eût si peu le talent du débat parlementaire : il ne sut point répondre à Barnave, il ne connaissait rien sur la question au delà de son discours, et il ne la possédait pas même assez pour en reproduire les arguments sous forme de réplique » (1).

Barnave avait eu raison de Mirabeau et l'Assemblée, laissant tiédir son enthousiasme premier, avait ajourné le projet.

Pourtant, relevant dans le plan du tribun une idée assez sigulière qui demandait un ajournement de dix ans avant l'application du système, Barnave s'en moqua. C'est alors qu'il s'attira cette réplique fameuse :

« Le préopinant paraît oublier que si les rhéteurs parlent pour vingt-quatre heures, les législateurs parlent pour tous les temps ! »

Le temps a noyé d'ombre les débats de ce jour de décembre, seul, l'éclair de la réplique de Mirabeau les a sauvés de l'oubli.

Incidents de séances

Le sang qui coule est-il donc si pur ? Sans vouloir conter par le menu les incidents de séance qui grandirent et parfois ternirent la réputation de Barnave, il en est un qui vaut bien quelques lignes, puisqu'il fut le regret de sa vie et qu'il s'en est expliqué dans ses écrits.

Nous faisons allusion à cette fameuse phrase : « Le sang qui coule est-il donc si pur ? »

C'était à la fin d'une séance de juillet, l'Assemblée apprit brusquement par la voix pleurnicharde de Lally Tollendal que l'ancien contrôleur général des Finances, Foulon et son gendre Bertier de Savigny, venaient d'être victimes des fureurs populaires.

Au récit mélodramatique de l'orateur, qui mêlait sa propre cause à celle des victimes et englobait même toute la Révolution dans cet attentat, Barnave se leva pour différencier les excès populaires des effets de la Révolution.

Emporté par un mouvement d'humeur, il lança la phrase fatale que démentait la hauteur de son esprit et la générosité de son cœur : « Le sang qui coule est-il donc si pur ? » Voulut-il, excédé par les lamentations de Lally Tollendal, manifester ainsi son dédain pour les longueurs infinies d'un plaidoyer sentimental, qui déplaçait la question ? Ou bien,

victime d'un de ces excès de langage qu'entraîne la passion, laissa-t-il échapper ces mots terribles parce que l'heure était ardente, parce que les paroles non plus que les gestes, avaient perdu leur sens et leur mesure et que la modération semblait, emportée par les événements qui déformaient tout ?

Il y a des situations dont le mouvement est si intense, dont la force agissante est si grande qu'elles ne peuvent être contées. « Le sang qui coule est-il donc si pur ? » Voilà le cri éternellement reproché et pourtant, il était né dans la tourmente d'une journée orageuse, parmi les interruptions et les hurlements de séance. Il est fait de lassitude autant que de fureur. C'est une étincelle échappée dans le feu des débats ; les ennemis de Barnave l'ont rallumée pour la lui jeter à la face. Dans les pamphlets du temps, il fut question de « Barnave le boucher », du « Sanguinaire Barnave », de « Barnave l'assassin ». Dans son étude sur Barnave, Sainte-Beuve raconte cet incident de séance en ajoutant : « mot inexcusable et fatal !... il fallut sa vie et surtout sa mort pour le racheter » (1).

Pourtant dans ses écrits, faisant allusion à cette époque de sa vie, Barnave laissera cette confidence dont la beauté peut bien racheter un moment d'égarement. « Je faisais surtout consister l'élévation du

1. Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, t. II, p. 30 et suivantes.

caractère dans ces deux choses, la franchise et la mesure ; et si dans le cours de la Révolution, j'ai quelquefois oublié celle-ci, je déclare que c'est alors seulement que j'ai cessé d'être moi-même » (1).

Son duel avec Cazalès. — Pendant la séance du 10 octobre 1790, à l'occasion d'une enquête sur les événements des 5 et 6 octobre, Cazalès, un des meilleurs orateurs de la droite, dans un discours où il flétrissait les influences qui avaient encouragé ces tristes journées, eut quelques mots très durs, qui semblaient s'adresser à la gauche de l'Assemblée.

Un instant, ses yeux s'arrêtèrent sur Barnave qui se crut personnellement visé. Il y eut entre les deux députés, des explications assez vives et un duel fut décidé.

La rencontre eut lieu au bois de Boulogne et l'arme choisie fut le pistolet.

Charles de Lameth assistait Barnave et le célèbre chirurgien, du Fouarre, était présent au combat.

Ou décida de s'en remettre au sort, pour savoir qui tirerait le premier. Ce fut Barnave qui le premier déchargea son arme, sans atteindre son adversaire.

Cazalès ajusta à son tour et, comme par deux fois son pistolet faisait faux-feu : « Mon Dieu ! », s'écria-t-il, « que je vous fais d'excuses. » « Je suis là pour

1. Barnave, *Œuvres*, t. I.

attendre », répondit Barnave. Enfin, le coup partit sans résultat.

On décida de faire une nouvelle épreuve, et pendant qu'on rechargeait les armes, Cazalès dit à Barnave : « Je serais inconsolable de vous tuer, mais vous nous gênez beaucoup ; je voudrais seulement vous mettre hors de la tribune pour quelque temps ». « La crainte qui vous occupe », reprit Barnave, « me tourmente à votre égard depuis ce matin, mais je suis plus généreux que vous en désirant vous atteindre à peine, car vous êtes la toute puissance de votre côté, peu riche en orateurs, tandis que dans le mien, à peine s'apercevrait-on de mon absence ».

Quelques instants après Cazalès tombait frappé au front. La blessure était peu grave, l'orateur de la droite en fut vite remis. La conséquence inattendue de ce duel fut la loyale amitié qui à partir de ce jour unit Cazalès à Barnave.

Son attitude politique à l'Assemblée et dans les Clubs.

L'Assemblée se divisa très vite et très nettement en trois partis, dont deux, tout au moins dans les débuts différaient peu. A droite, *les Aristocrates*, qui à l'origine ne voulaient faire aucune concession à la

Révolution, et dont les deux orateurs marquants étaient Cazalès et l'abbé Maury.

Au centre, *les Monarchiens*, disciples de Montesquieu, qui rêvaient d'une constitution semblable à celle qui régissait l'Angleterre. C'est dans ce groupe que siégeaient Mounier, Malouet, Clermont-Tonnerre, Lally-Tollendal.

A gauche, *les Constitutionnels* avec Mirabeau, l'abbé Siéyès, Thouret, l'abbé Grégoire, La Fayette, Bailly, Laroche foucauld-Liancourt, et enfin, en pointe, à l'extrême-gauche, comme nous dirions aujourd'hui, *le Triumvirat* avec Les Lameth, Duport et Barnave. C'est de ce groupe que partiront, pendant des mois, les idées les plus avancées, que surgiront les questions les plus audacieuses et les plus embarrassantes pour les défenseurs de la vieille monarchie.

Barnave, nous l'avons dit, était le porte-parole du groupe.

Quand en septembre 1789, viendra en discussion, le problème de la sanction royale et du *Veto*, en face de Siéyès qui repoussait tout espèce de *Veto*, sans partager l'avis de Mirabeau qui préconisait le *Veto* absolu, Barnave interviendra dans le débat pour faire adopter un moyen terme, le *Veto* suspensif.

En octobre 1789, à la suite de Talleyrand et de Mirabeau, il soutiendra le projet de décret sur l'aliénation des biens du Clergé.

L'année suivante, il clôturera le grand débat sur

le droit de paix ou de guerre, en prononçant contre Mirabeau, un discours remarquable, où il soutenait brillamment les droits des représentants de la nation.

Pendant plusieurs mois, il fera partie du Comité des Colonies et, dans les dangereuses discussions qui se poursuivront si longtemps sur les droits politiques des hommes de couleur, il verra tour à tour grandir et sombrer sa popularité.

L'action politique des députés ne s'arrêtait pas à la sortie des séances de l'Assemblée. Il fallait aller au Club pour y défendre ses opinions, y prendre celles du jour, y soutenir sa réputation.

La fameuse parlote de Versailles qui s'était appelée au début le Club Breton, avait suivi l'Assemblée à Paris et sous le nom de « Société des amis de la Constitution », et était venue s'installer dans l'immeuble de l'ancien couvent des Dominicains de la rue Saint-Honoré. C'est ce fameux groupement plus connu sous le nom de « Société des Jacobins », fort de ses onze cents clubistes, en attendant ses innombrables filiales de la province, qui mènera la lutte à l'avant des idées révolutionnaires. Plus tard, les Jacobins seront les auxiliaires les plus précieux du Comité de Salut public, jusqu'à l'heure où leurs excès même, les obligeront à fermer leurs portes et à se dissoudre.

Mirabeau, les membres influents de la gauche

constitutionnelle, et le Triumvirat seront longtemps, les orateurs applaudis des Jacobins.

C'est dans le feu de ces discours et de ces déclarations, que se forgeront les attaques les plus violentes contre la cour, et que s'ébaucheront les réformes qui devaient désagréger la vieille monarchie.

Au déclin de la popularité de Mirabeau, Barnave et le Triumvirat grandiront en influence. Ils attaqueront le grand tribun, dont la conduite dès le début de l'année de 1790 inspirait des doutes d'où sortaient déjà des accusations. Pourtant l'année suivante, lorsque l'Assemblée apprendra la mort de Mirabeau, Barnave qui avait été tant de fois son loyal adversaire demandera en des termes émus, prouvant la générosité de son cœur, qu'il soit décrété sur l'heure : « Qu'il a mérité les honneurs qui seront décernés par la nation aux grands hommes qui l'ont bien servie » (1).

Quand on apprit au matin du 21 juin que la famille royale avait quitté les Tuileries, l'Assemblée s'efforça de faire face avec dignité à la menace inconnue qui pouvait fondre sur elle et sur le pays.

Plus que tout autre, Barnave sentit merveilleusement que l'heure pouvait être fatale aux constitutionnels et à la bourgeoisie ; que si l'émeute triomphait c'en était fait de l'ordre et de la monarchie.

1. Barnave, *Œuvres*, t. I. Notice historique, p. 36.

Comme le dit fort bien Jaurès dans son *Histoire socialiste*, il fut ce jour-là « le véritable chef de la bourgeoisie ».

Au début même de la séance, coupant court aux calomnies que Rewbell essayait de répandre sur La Fayette : « l'objet qui doit nous occuper, dit-il, est de sauver la chose publique et d'attacher la confiance populaire à qui elle appartient, au lieu d'accréditer des méfiances contre ceux qui peuvent seuls maîtriser les événements » (2).

Puis, prenant hardiment la défense de La Fayette, il reudit les services rendus par le général, affirma qu'il n'avait jamais démerité et que mieux qu'un autre dans ces jours d'alarmes il pouvait assurer la tranquillité de Paris.

Le maintien de La Fayette à la tête de la garde nationale, était en effet le seul moyen d'assurer l'ordre et d'arrêter net les agitations prolétariennes que déjà les républicains préparaient, et dont l'entrée en scène sera ajournée à l'émeute du Champ-de-Mars, le mois suivant.

Les dissentiments bien connus qui pendant longtemps et la veille encore, séparaient Barnave de La Fayette, ajoutèrent de la force à cette défense qui, pour être généreuse, n'en révélait pas moins chez son auteur, la possession du sens de l'heure.

1. *Id.*, p. 38.

Le lendemain, l'Assemblée apprit l'arrestation du roi à Varenne et désigna trois de ses membres pour aller à sa rencontre, Latour-Maubourg, Pétion et Barnave. Avant de partir, ce dernier avait rédigé et fait adopter le décret qui réglait les pouvoirs des trois commissaires et « qui leur enjoignait spécialement » de veiller à ce que le « respect dû à la dignité royale fut maintenu ». Les députés rejoignirent la voiture du roi sur la route de Dormans à Epernay. Ce fut pendant les heures parfois tragiques de ce retour, dont les péripéties ont été souvent contées, que Barnave fit connaissance avec la reine. « Époque à jamais gravée dans ma mémoire », écrira-t-il dans ses souvenirs, « qui a fourni à l'infâme calomnie tant de prétextes, mais qui, en gravant dans mon imagination ce mémorable exemple de l'infortune, m'a servi sans doute à supporter facilement les miennes » (1).

Si Barnave ne put se défendre d'une émotion sincère en face d'une détresse si dignement supportée, si même, son esprit chevaleresque conçut en faveur de la reine un dévouement généreux, ou peut-être son cœur n'était pas étranger ; si de son côté la reine apprécia fort les qualités de l'homme d'honneur et ne dédaigna pas l'aide possible du député influent ; il n'en est pas moins vrai que cette rencontre et les

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 129.

conversations qui en résultèrent, ne furent pas les raisons véritables de la politique d'action que Barnave mit en œuvre, au lendemain de Varenne.

Estimant, pour des raisons que nous développerons en étudiant son œuvre, que l'heure était venue pour la monarchie de clore par des sacrifices librement consentis, l'ère des réformes sociales, il cherchera à stabiliser la Révolution, dont le mouvement entraîné par des éléments nouveaux, devenait inquiétant.

Comme Mirabeau, il entrera en relations avec la reine, entretenant avec elle une véritable correspondance dans laquelle il s'attachera à montrer les nécessités de l'heure et à préconiser des mesures.

Illustrant ses opinions par des actes, le 15 juillet, dans un remarquable discours improvisé, il défendra le principe de l'inviolabilité royale et sous un tonnerre d'applaudissements, l'Assemblée votera le décret qui innocentait le roi.

C'est à cette époque qu'il se sépara du club des Jacobins où Brissot et ses amis menaient une campagne violente contre le roi, demandant sa déchéance et son remplacement par un Conseil exécutif. Avec quelques centaines de constitutionnels, il alla fonder sous le toit des anciens Feuillants, une nouvelle société politique ou plutôt, « ils transféraient aux Feuillants, la Société des amis de la Constitution dont ils avaient été les premiers fondateurs ». Dans son

Introduction à la Révolution Française, Barnave indique les raisons qui amenèrent rapidement la chute des Feuillants « composés en grande partie de députés trop occupés aux travaux de l'Assemblée, pour donner leurs soins à la formation d'un club, trop près du moment où ils allaient retourner dans leurs foyers pour mettre un grand intérêt au succès d'une société dont ils ne tarderaient guère à se séparer (1). » Mourante, lorsque l'Assemblée constituante se sépara, la Société des Feuillants sembla revivre dans l'hiver de 1791, mais submergée par les idées nouvelles qui dépassaient son programme et ses moyens, elle perdit peu à peu toute influence et s'éteignit avec la Législative au mois d'août suivant.

Pendant les derniers mois de la Constituante, Barnave dépensera tout son talent, toute son énergie à faire voter la nouvelle Constitution, travaillant dans les Comités, discourant à la tribune, indiquant à la reine les moyens qui lui paraissaient favorables au succès de la monarchie.

Sa correspondance avec Marie-Antoinette

Au retour de Varenne, abandonnée de tous ses amis, Fersen était à Vienne, Mirabeau était mort et La Fayette était suspect ; sentant grandir contre elle

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 138.

l'opinion publique de plus en plus menaçante, la reine chercha un appui et, probablement en vertu de promesses échangées, elle écrivit la première à son compagnon de voyage, à Barnave.

« Ayant bien réfléchi depuis mon retour, note-t-elle dans son journal intime, sur la force, les moyens et l'esprit de celui avec lequel j'avais beaucoup causé, j'ai senti qu'il n'y avait qu'à gagner à établir une sorte de correspondance avec lui. (1) »

Et c'est ainsi qu'au moyen d'un intermédiaire, vont s'échanger toute une série de lettres entre la reine et Barnave, ou plus exactement entre la reine et le triumvirat auquel s'étaient joints quelques députés de la gauche constitutionnelle.

Bien décidé à éviter la guerre et à assurer par une politique d'ordre intérieur, la tranquillité du royaume, dans une première lettre, le Comité de gauche expose à la reine un véritable programme d'action :

1° La rentrée des princes et des émigrants ou du moins de la majorité d'entre eux ;

2° Obtenir de l'empereur d'Autriche un acte amical reconnaissant la Constitution.

Après beaucoup d'hésitations, la reine se décide à suivre les conseils de ses correspondants, mais elle

1. De Heidenstam, *Marie-Antoinette, Fersen et Barnave, leur correspondance*, p. 52.

le fait avec une certaine incrédulité dans le succès de sa démarche.

Le début de sa lettre à l'empereur dont le fond avait été préparé par Barnave, laisse planer sur son geste, une sorte de contrainte qui paraîtra tellement évidente au destinataire, qu'il s'en inspirera dans sa réponse toute tissée de vagues promesses et de déclarations de cour :

« L'on désire, mon cher frère, que je vous écrive et l'on se charge de ma lettre (1) », disait-elle, mais n'écrivait-elle pas à la même date, le 31 juillet 1791 au comte de Mercy Argenteau, l'ancien ambassadeur d'Autriche qui se trouvait alors à Vienne :

« Mon frère jugera que dans ma position je suis obligée de faire et d'écrire tout ce qu'on exige de moi (2). »

Quant aux frères du roi, ils esquissaient déjà leur attitude agressive à l'égard de Louis XVI, sans doute, préparaient-ils l'engagement de Pilnitz ; en tous cas, il semble que la lettre que leur adressa la reine en juillet ne fut pas la bienvenue. Dans une réponse qu'elle fit au comte de Provence, elle écrivait : « Quant aux injustices de tous ceux qui sont dehors et voient les choses de loin, tous ces propos ne m'af-

1. De Heidenstam, *ouv. cit.*, p. 75.

2. G. Gautherot, *l'Assemblée constituante*, p. 128.

fectent pas ; je trouve qu'on a assez de souci pour ne pas s'affecter de celui-là (1). »

Cependant les événements se succèdent avec des jours heureux pour la monarchie, tel ce 15 juillet, où Barnave semble porter un coup décisif aux républicains en faisant voter par l'Assemblée le fameux décret sur l'inviolabilité royale. Mais hélas ! arrivent des lendemains moins propices.

L'émeute du Champ-de-Mars organisée par les Jacobins avec le concours « d'une multitude d'ouvriers qu'ils appelèrent la nation » (2), suggère à Marie-Antoinette de nouvelles méfiances.

Ses correspondants s'en aperçoivent et dans une lettre datée du 5 août, ils lui rappellent que « si nous avons mis un grand prix à la confiance de la Reine, c'est au moment où elle nous a donné une marque de son estime. La Reine sait que nous ne l'avions pas sollicitée » (3).

Enfin, la révision de la Constitution s'achève et, dans une lettre du 28 août, Barnave expose magistralement, les avantages que la monarchie constitutionnelle en retirera, il ajoute : « Tous les maux sont finis si le roi et la reine obtiennent la confiance et se font aimer » (4).

1. De Heidenstam. Ouv. cit., p. 87.

2. Barnave, *Œuvres*, t. I, p.

3. De Heidenstam, Ouv. cit., p. 110.

4. *Idem*, p. 127.

Mais voici l'heure de faire de la politique opportuniste. Le Comité va se heurter aux intrigues et aux incompréhensions de la cour. Toute une série de lettres s'échange au sujet de l'acceptation de la Constitution et du décret d'amnistie.

A la date du 4 septembre Barnave écrit à la reine : « Il est une vérité dont la reine doit être pénétrée. Presque tout ce qui l'environne est dirigé par des intérêts qui ne sont pas les siens, et ceux qui pourraient la conseiller de bonne foi, n'ayant point encore saisi le véritable esprit de la Révolution et les moyens propres à arriver au but, dans l'état actuel des choses, sont presque aussi loin de pouvoir lui indiquer la véritable route que ceux qui auraient l'intention secrète de l'égarer » (1). Et au sujet du discours que le roi devra prononcer en acceptant la Constitution :

« Nous persistons à dire que le discours du roi est une chose décisive » (2).

Quant au sort des gens qui avaient aidé la famille royale dans sa fuite du 20 juin, dans la même lettre, il indique que c'est seulement après l'acceptation de la Constitution par le roi, et en vertu d'une mesure générale que ces personnes pourront être amnistiées.

Le même jour, la reine envoie un court billet dans

1. *Idem*, p. 141.

2. De Heidenstam, *Ouv. cit.*, p. 141.

lequel elle proteste contre le mode d'amnistie que l'on veut accorder aux amis du roi, attendu, dit-elle, qu'ils ne sont pas coupables. Au sujet du discours, elle fait certaines réserves qui semblent indiquer de nouvelles hésitations à suivre la politique du Comité.

Elle assure qu'elle sera « bien aise de connaître les idées de ces messieurs sur le discours que le roi devra prononcer », ajoutant, « je verrai aussi celui que propose M. de Montmorin, mais je crois que le roi recueillera les idées de tous pour faire son discours lui-même » (1).

Enfin, après avoir polémique pendant une grande semaine, tout s'arrange, d'accord, avec le Comité constitutionnel, la reine et son entourage ont accepté le projet du discours qui devait être applaudi à l'Assemblée le 13 septembre et faire réserver un accueil enthousiaste à Louis XVI, le lendemain, quand, il vint contresigner la Constitution révisée et prêter serment.

Malgré l'incident populaire des Tuileries, dû surtout à l'incompréhension de la cour qui laissa les portes du palais fermées, alors que la foule venait pour applaudir le roi, les derniers jours de l'Assemblée furent traversés de lueurs de joie qui semblaient pré-

1. *Idem*, p. 144.

sager l'apaisement et la réconciliation du peuple avec la royauté.

Dans une lettre du 18 septembre, les correspondants de la reine lui exposent une fois de plus le programme que la monarchie constitutionnelle devra adopter pour s'établir solidement et durer. Insistant surtout sur le côté réaliste de la question, ils indiquent nettement que le roi trouvera son principal appui dans la classe bourgeoise, « partie la plus importante de la nation, celle des hommes éclairés et des propriétaires » (1), comprenant merveilleusement que, les mécontents des professions libérales fomentent et encouragent les mouvements populaires ; il préconisent de s'attacher les arts. « L'attachement de ceux qui les exercent et les hommages qu'on reçoit de leur talent influent sur l'opinion » (2).

Qu'importe si « l'aristocratie paraît en ce moment s'éloigner avec aigreur du roi et de la reine. C'est un bien pour le moment, c'est une des choses qui ramènera le plus le peuple » (3).

Mais nous voici aux derniers jours de septembre, l'Assemblée déclare ses travaux terminés, elle va céder la place aux députés de la Législative.

Après la dissolution de la Constituante, Barnave

1. De Heidenstam, Ouv. cit., p. 162.

2. De Heidenstam, Ouv. cit., p. 163.

3. *Idem*, p. 163.

restera quelques mois encore à Paris avec Alexandre de Lameth et Duport, il continuera à guider la reine dans le dédale de la politique nouvelle où, déjà le parti républicain gagnait du terrain.

Toujours préoccupé de maintenir la royauté constitutionnelle avec l'appui de la bourgeoisie révolutionnaire, qui ne demandait qu'à digérer ses conquêtes en paix ; pour éviter la guerre qui à leur sens ne pouvait que favoriser le désordre et l'anarchie : les correspondants de la reine indiqueront toute une série de mesures qui ne seront pas toujours accueillies avec franchise.

Dans une lettre datée du 10 octobre ils écrivent.
« L'aristocratie a été dans tous les temps la seule puissance rivale et redoutable pour les rois de France. Elle est aujourd'hui le seul ennemi sur lequel il soit nécessaire de veiller. Le roi et le peuple seront toujours ensemble quand ils se seront entendus. Si le roi maintient et confirme la confiance du peuple, bientôt les émigrants, qui aujourd'hui le détestent et l'outragent, seront réduits à plier et chercheront à rentrer en France.

« Les puissances étrangères qui voient le roi reprendre cette faveur qui est le principe de la puissance, ne pourront plus songer à contrarier cette progression naturelle et certaine par des entreprises extérieures, qui changeraient totalement la pente actuelle des esprits et qui deviendraient aussi dan-

gereuses pour le roi qu'embarrassantes et frayeuses pour les puissances qui s'y seront engagées.

« Si la reine le désire, on lui ferait remettre dans quelques jours un mémoire pour son frère, où toutes ces vérités seraient démontrées. Mais dans tous les cas, elles doivent être constamment la base de la correspondance que le gouvernement entretient avec les cours étrangères. » (1)

Que penser des véritables intentions de la reine qui, semblant accepter ces vues, répondait cependant à Fersen qui, d'Aix-la-Chapelle où il travaillait à la coalition des puissances, lui avait écrit le 10 octobre : « Enfin, voulez-vous être aidés ou voulez-vous qu'on cesse toute négociation avec les cours ? »

« Rassurez-vous, je ne me laisse pas aller aux enragés, et si j'en vois et que j'aie des relations avec quelques-uns d'eux, ce n'est que pour m'en servir » (2). Et ces lignes sont du 19 octobre !

Le lendemain, répondant à une lettre de reproches que lui avaient envoyé le Comité, n'écrivait-elle pas : « Aucun regret, aucune arrière-pensée n'accompagnait mes démarches. J'y voyais un devoir, et cette idée me suffisait. C'était aussi le seul parti à prendre. Si j'en avais eu un meilleur je l'aurais adopté avec

1. De Heidenstam, ouv. cit., p. 187 et suiv.

2. De Heidenstam, ouv. cit., p. 206 et suiv.

la même confiance, la même fidélité, car je ne sais pas agir à demi » (1).

Il est clair, que la cour joue un double jeu. Quelle initiative qu'aient les membres du Comité constitutionnel, quels que soient leur courage et leur sens politique, tous leurs projets s'en vont à la dérive.

Lisant dans l'avenir n'avaient-ils pas prophétisé, le 1^{er} octobre, et l'anarchie qui suivrait la chute du trône et la nouvelle dynastie qui s'emparerait un jour du pouvoir.

« La confiance que le roi aura repoussée se portera vers l'Assemblée et le parti anti-royaliste dominera ; il nous plongera dans l'anarchie. Et quand la nation sera lasse de ces désordres, qui nous répond que la Révolution ne finira pas par un accommodement entre la république et l'aristocratie, car tout véritable aristocrate est républicain au fond de son cœur, ou bien pour mettre la monarchie dans d'autres mains, car un changement de dynastie est un moyen usuel dans les révolutions pour régénérer le pouvoir. »

Et ils ajoutaient : « Quant à nous, notre caractère ne peut se concilier avec des demi-mesures et une demi-confiance » (2).

Sentant que le roi se laisse entraîner par les intri-

1. *Id.*, p. 214.

2. De Heidenstam, *ouv. cit.*, p. 220.

gues de la cour, avec quelle énergie n'en signalent-ils pas le danger !

« On entraîne le roi dans une conduite qui le perd ; nous sommes dans l'impuissance d'y résister, pouvons-nous rester impassibles ? » (1).

Durant quelques jours, il semble que surgit à nouveau de la question religieuse, un écueil redoutable pour la monarchie — au décret sur le bannissement des prêtres insermentés, le roi a opposé son veto — Barnave n'est pas sans inquiétude sur la décision que prendra l'Assemblée en présence de ce refus. Tout s'arrange, une nouvelle fois, une lueur d'espoir paraît, et il termine sa lettre du 13 décembre par cette phrase : « Il faut partir de ce point pour se réveiller de la langueur dans laquelle on a existé depuis quelque temps » (2).

Mais voici qu'une nouvelle divergence de vue surgit entre la reine et ses conseillers. A leur politique réaliste on va opposer des considérations sentimentales.

C'est au sujet de la garde du roi et de son uniforme.

Il faut, disent les correspondants de la reine, que les soldats du roi portent les trois couleurs françaises. « Ou bien le roi n'est pas le représentant de

1. *Id.*, p. 224.

2. De Heidenstam, *ouv. cit.*, p. 257.

la nation, ou ces couleurs doivent être les siennes. Si l'on prend d'autres couleurs, si l'on adopte le revers jaune, qui est la couleur de Coblenz, il faut s'attendre à une fermentation qui renouvellera les scènes du 6 octobre.

Faut-il perdre un royaume pour des couleurs, pour mille détails frivoles, alors même que pour le conserver on s'arme de tant de constance et l'on fait tant de sacrifices ? (1) ».

Ne retrouverons-nous pas moins d'un siècle après ces événements les mêmes arguments opposés aux mêmes principes, qui feront alors échouer les projets royalistes des partisans du Comte de Chambord ?

N'était-il donc pas de la même race, le grand roi qui disait un jour que Paris valait bien une messe ? Et cette lettre, qui semble marquée au coin du bon sens français, se terminait par cette remarque admirable de vérité psychologique :

« On tient le peuple français, avec des rubans, avec des propos qui touchent le cœur, avec des sourires qui enchantent. On le perd également par les petites choses » (2).

A ces considérations, la reine oppose une question d'ordre matériel. « Il est impossible de changer

1. *Id.*, p. 263.

2. De Heidenstam, ouv. cité, p. 264.

davantage l'uniforme de la garde du roi. Tous les ordres pour les fournitures sont donnés » (1).

Alors Barnave lui écrit, avec un certain découragement : « Les trois couleurs mettent le peuple avec le roi contre les Jacobins. Le jaune met le peuple avec les Jacobins contre le roi. Il n'y a rien à espérer lorsqu'on balance entre un royaume et un uniforme ».

Une dernière fois, en décembre, cherchant encore à éviter la guerre que désiraient certains conseillers du roi, et que les républicains encourageaient, le Triumvirat enverra à la reine un long mémoire destiné à l'empereur, dans lequel ils développaient les arguments déjà esquissés tant de fois, contre le danger pour les nations étrangères de soutenir les émigrés et d'intervenir dans les affaires de France.

« Pour obtenir des succès contre la France », disaient les correspondants, « il faudra des forces immenses et il est douteux que ces succès puissent être durables. Ces succès eux-mêmes et les efforts dont ils seraient accompagnés donneraient à toute l'Europe une secousse formidable.. »

L'esprit que les armées françaises porteraient au dehors ou que les armées étrangères puiseraient au sein de la France serait tellement contagieux, les imaginations seraient partout si fortement émues

1. *Id.* 2. *Id.* 3. *Id.* 4. *Id.* 5. *Id.* 6. *Id.* 7. *Id.* 8. *Id.* 9. *Id.* 10. *Id.*

qu'il est vraisemblable que plusieurs Etats seront ébranlés par l'effet d'une telle commotion (1). »

C'est ce mémoire qui ayant été communiqué, par la Reine à Fersen, lui inspirait ces réflexions.

« Vu le mémoire de la Reine à l'Empereur. Détestable ! Il est fait par Barnave, Lameth et Duport. Ils croient faire peur à l'Empereur et lui prouver que son intérêt est de ne pas faire la guerre à la France, mais de maintenir la constitution, car, sans cela, les Français propageront leurs doctrines chez lui et débaucheront ses soldats. On voit cependant qu'ils ont peur eux-mêmes (2). »

Non, ce n'était pas des soldats de Léopold II qu'ils avaient peur ! Ce danger-là, on l'avait de tout temps reconduit rudement à la frontière ; mais l'anarchie, les troubles, les excès de toutes sortes qui surgiraient à l'occasion de la guerre étaient leur seule préoccupation, leur grande crainte de ces derniers jours de décembre.

L'effort suprême qu'ils tentaient pour essayer de maintenir la paix n'eut pas plus de succès que leurs gestes passés, et Barnave qui sentait de jour en jour s'éteindre son influence et sa popularité quittait Paris au début de janvier pour regagner son pays natal.

1. De Heidenstam, Ouv. cit., p. 276.

2. De Heidenstam, Ouv. cit., p. 290.

Mme Campan, raconte dans ses mémoires qu'avant son départ, Barnave eut une dernière entrevue avec la reine et qu'il prononça ces paroles.

« Vos malheurs, madame, et ceux que je prévois pour la France m'avaient déterminé à me dévouer à vous servir, je vois que mes avis ne répondent pas aux vues de vos majestés. J'augure peu du succès du plan que l'on vous fait suivre, vous êtes trop loin des secours, vous serez perdus avant qu'ils parviennent à vous. Je désire ardemment me tromper dans une si douloureuse prédiction, mais je suis bien sûr de payer de ma tête l'intérêt que vos malheurs m'ont inspiré et les services que j'ai voulu vous rendre. Je demande pour toute récompense l'honneur de baiser votre main (1). »

Son arrestation. — Sa mort.

En Dauphiné, Barnave se retira dans une propriété de sa famille, située dans la petite commune de Sainte-Egrève, à quelques kilomètres de Grenoble. Il semble qu'il soit arrivé dans cette retraite, lassé, désabusé, chargé d'une lourde inquiétude pour l'avenir.

Ses dispositions d'esprit ne sont-elles pas conden-

1. Mme Campan, *Mémoires*, par Mme Carette. Ollendorff, 1891, p. 280.

sées dans ces quelques lignes écrites peu après son retour.

« 1792. Quel espace immense franchi dans ces trois années, et sans que nous puissions nous flatter d'être arrivés au terme !

« Nous avons remué la terre bien profond, nous avons trouvé un sol fécond et nouveau, mais combien en est-il sorti d'exhalaisons corrompues ? Combien d'esprit dans les individus, combien de courage dans la masse ; mais combien peu de caractère réel, de force calme, et surtout de véritable vertu !

« Arrivé sur mes foyers, je me demande s'il n'eût pas autant valu ne jamais les quitter ? J'ai besoin d'un peu de réflexion pour répondre, tant la situation où nous a placés cette nouvelle assemblée abat le courage et l'énergie.

« Cependant, pour peu qu'on réfléchisse on se convaincra que, quoi qu'il arrive, nous ne pouvons pas cesser d'être libres, et que les principaux abus que nous avons détruits ne reparaitront jamais. Combien faut-il essuyer de malheurs pour faire oublier de tels avantages ! (1) »

Sans cesser de correspondre avec ses amis politiques, il ébaucha un ouvrage dans lequel il abordait un peu toutes les questions, philosophie, métaphysique, morale, histoire ; mais la partie la plus

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 220.

P.-E. Boissenot

curieuse de ses écrits, et sur laquelle nous revien-
drons, c'est incontestablement les 200 pages intitu-
lées *Introduction à la Révolution française*.

Cependant l'orage grondait à Paris ; la Législative
impuissante allait sombrer. Dans la journée du
10 août alors que les commissaires de l'Assemblée
fouillaient les appartements du roi aux Tuileries, ils
découvrirent dans une armoire secrète, un papier
oublié là par l'imprudent Louis XVI. Il portait le
titre de « *Projet du Comité des ministres concerté
avec Messieurs Alexandre de Lameth et Barnave.* »
Il contenait une partie du programme relatif aux
émigrants que le Triumvirat avait si longuement et
si souvent développé dans ses lettres à la reine.

Le 15 août, le député Larrivière annonça cette
trouvaille à la tribune de l'Assemblée, et l'acte
d'accusation fut présenté à la séance du 26 pour y
être adopté le 29.

Barnave, Alexandre de Lameth et les ex-ministres
étaient renvoyés devant la Haute-Cour nationale
comme inculpés « d'avoir conspiré contre la Consti-
tution, la sûreté générale de l'Etat, la liberté et la
souveraineté de la nation française (1). »

Barnave fut arrêté dans sa maison de campagne
de Saint-Robert et transféré dans les prisons de Gre-
noble ; il y séjourna dix mois. Emmené ensuite au

1. Barnave, *Œuvres*, t. I. Notice historique, p. 72.

fort Barraux, il était trois mois plus tard emprisonné à Saint-Marcellin, où il attendait encore pendant deux mois son transfert à Paris.

Vainement, pendant cette longue captivité, avait-il cherché à être jugé par un tribunal de province, redoutant Paris où il ne s'attendait pas à rencontrer chez ses juges une grande impartialité. Dans une lettre adressée à Boissy d'Anglas, en janvier 1793, « Je ne demande, disait-il, qu'à être jugé et à l'être par un tribunal et sur un théâtre où mon nom, le souvenir de mes amis, et tout ce que j'ai fait pour la liberté de ma patrie, ne soient pas autant de titres de proscription. En un mot, le tribunal de Paris excepté, le choix qu'on pourra faire entre tous les autres, m'est indifférent (1). »

L'ordre de sa translation à Paris étant arrivé, Barnave quitta le Dauphiné le 3 novembre. Voyageant par étapes, à l'un de ses premiers arrêts, de Bourgoin, il écrivait à Boissy d'Anglas : « Ma conscience est pure, je défie qu'on prouve contre moi un seul fait dont j'ai à rougir » (1).

A Paris, il fut déposé à la Conciergerie, où il retrouva l'ancien ministre Duport-Dutertre qui, seul de ses coaccusés avait été arrêté.

Le 25 novembre, il comparaissait devant le tribu-

1. Barnave, *Œuvres*, t. II, p. 323.

2. *Id.*, p. 339.

nal révolutionnaire présidé par le fameux Hermann, alors que Fouquier-Tinville occupait le siège du ministère public.

Le chef du Jury, était ce même Antonelle qui déjà avait condamné les Girondins.

Lorsque Barnave paru à l'audience, il y eut parmi la foule un singulier mouvement de curiosité où flottait la sympathie qui s'attache toujours à la jeunesse parée du talent et de l'audace. N'avait-il pas été, quelques années auparavant, l'enfant chéri des grands jours populaires ? N'avait-il pas un des premiers exalté d'une voix claire, à la tribune de l'Assemblée, comme dans les Clubs, les sentiments et les idées de liberté ?

Lorsque Fouquier-Tinville eut développé l'accusation et requis contre lui et Duport-Dutertre la peine de mort, Barnave prit la parole.

Une dernière fois, improvisant un magnifique plaidoyer, il traça la ligne droite de toute sa vie. Il reudit les services qu'il avait rendus à la cause de la justice et de l'indépendance du peuple, s'étonnant seulement qu'on lui fit un grief d'avoir soutenu la royauté constitutionnelle et qu'on l'accusât d'avoir « retardé l'établissement d'un gouvernement dont personne ne jugeait alors l'institution possible, du moins politique » (1).

1. Barnave, *Œuvres*, t. II, p. 381.

S'expliquant sur ses relations avec les frères de Lameth et Adrien Duport, il défendit avec courage ses anciens compagnons de l'Assemblée.

« Jamais je n'aurai la bassesse de désavouer mes amis ; j'ai aimé, j'aime encore les Lameth. Certes ils avaient des défauts et je n'ai pas été le dernier à les leur reprocher. Ils conservaient un reste des manières de la cour ; incapables de ménager la médiocrité dont cependant la haine est si dangereuse, ils versaient à pleines mains le ridicule sur cette foule de petits êtres qui se croyaient quelque chose au sein des grands mouvements politiques. Mais que de qualités profondes et réelles ne leur ai-je pas connues ? Une franchise, une loyauté à toute épreuve, un attachement sincère à leur pays, un amour des hommes de mérite absolument pur de toute basse jalousie, une noble ambition, celle de faire le bien, une fidélité inviolable à leurs amis » (1).

Au sujet de ses relations avec la reine, il ne voulut laisser planer aucun doute. « J'atteste sur ma tête, s'écria-t-il, que jamais, absolument jamais, je n'ai mis les pieds au château » (2).

Voulut-il emporter avec lui le secret d'une initiative politique où s'étaient peut-être mêlés des sentiments plus tendres ? Chercha-t-il à égarer par ce désa-

1. Barnave, *Œuvres*, t. II, p. 384-5.

2. Barnave, *Œuvres*, t. II, p. 385.

veul l'inquisition républicaine qui menaçait ses anciens amis ?

Le secret de sa correspondance avec la reine qui mettra plus d'un siècle à s'étaler au grand jour avait été jusque-là bien gardé.

Une révélation de sa part pouvait aggraver la situation de ses amis, toujours menacés d'une arrestation.

L'honneur lui commandait de se taire. La générosité de son cœur, la droiture de son esprit, n'ont pas failli à cette heure décisive.

En ce temps, devant ce tribunal, où comparaitre c'était mourir, peut-on lui reprocher cette attitude ?

A la question posée au jury « Les représentants du peuple ont accusé Duport-Dutertre et Barnave d'avoir conspiré contre la liberté et la souveraineté du peuple, et contre la sûreté générale de l'Etat. Antoine-Pierre-Joseph-Marie Barnave est-il convaincu de cette conspiration ? »

La déclaration du jury fut affirmative, et le malheureux Barnave fut condamné à la peine de mort. Il fut exécuté le lendemain 28 novembre 1793, sur la place de la Révolution.

Comme tous nos grands révolutionnaires il sut mourir en beauté. Jetant un dernier regard sur la statue de la Liberté, il s'écria : « Voilà donc le prix de tout ce que j'ai fait pour la liberté ! »

Et le voile de l'oubli tomba sur cette figure ardente.

DEUXIÈME PARTIE

L'ŒUVRE

Ses opinions politiques

En étudiant l'histoire de sa vie, nous avons dit que le pays où il était né, son éducation, les traditions qui l'entouraient, le désignaient mieux que tout autre pour être le défenseur, l'avocat de la bourgeoisie. En effet, le Dauphiné était depuis longtemps une région où l'industrie et le commerce enrichissaient la partie travailleuse de la population. La fortune acquise par la bourgeoisie de cette province avait été une des causes dominantes de son rapprochement avec les classes privilégiées. Il n'est pas douteux que si la fameuse Assemblée de Vizille admit le principe du vote par tête, alors que déjà le Tiers état avait obtenu une double représentation, c'est que la bourgeoisie dauphinoise avait conscience des causes de ses droits, et qu'elle entendait en retirer les effets.

Plus qu'ailleurs, on sentait en Dauphiné que derrière les événements qui déterminaient l'ouverture du procès de l'ancien régime, il y avait des causes économiques et sociales qui rendaient enfin nécessaire la collaboration du peuple aux affaires nationales.

Parmi les révolutionnaires de la première heure, Barnave est un de ceux qui ont le mieux compris et le plus clairement exposé les données du problème que la Révolution devait résoudre.

Pour bien saisir le sens de son attitude politique si largement illustrée par ses discours, pour connaître le fond de sa pensée, pendant la durée de son mandat à la Constituante, il est prudent de lire dans ses œuvres posthumes, les quelques pages qu'il intitula : *Introduction à la Révolution française*.

Elargissant la question, il va démontrer que la Révolution n'est pas un événement uniquement français, mais la résultante d'une série de causes économiques et sociales qui s'était développée dans tous les Etats d'Europe et qui avait eu la France pour sommet.

« On voudrait vainement se faire une juste idée de la grande Révolution qui vient d'agiter la France, en la considérant d'une manière isolée, en la détachant de l'histoire des empires qui nous environnent et des siècles qui nous ont précédés. Pour en juger la nature, et pour en assigner les véritables causes, il

est nécessaire de porter ses regards plus loin, il faut apercevoir la place que nous occupons dans un système plus étendu. C'est en contemplant le mouvement général qui depuis la féodalité jusqu'à nos jours, conduit les gouvernements européens à changer successivement de forme, qu'on apercevra clairement le point où nous sommes arrivés et les causes générales qui nous y ont conduits.

« Sans doute que les révolutions des gouvernements; comme tous ceux des phénomènes de la nature qui dépendent des passions et de la volonté de l'homme, ne sauraient être soumises à ces lois fixes et calculées qui s'appliquent aux mouvements de la matière inanimée; cependant parmi cette multitude de causes dont l'influence combinée produit les événements politiques, il en est qui sont tellement liées à la nature des choses, dont l'action constante et régulière domine avec tant de supériorité l'influence des causes accidentelles, que, dans un certain espace de temps, elles parviennent presque nécessairement à produire leur effet. Ce sont elles presque toujours qui changent la face des nations; tous les petits événements sont enveloppés dans leurs résultats généraux; elles préparent les grandes époques de l'histoire, tandis que les causes secondaires auxquelles on les attribue presque toujours, ne font que les déterminer (1). »

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 1 et 2.

En application de ces idées, il esquisse rapidement l'histoire des sociétés humaines faisant, selon Jaurès, « un premier croquis du matérialisme économique de Marx » (1).

« Dans la première période de la société, l'homme vivant de la chasse connaît à peine la propriété : son arc, ses flèches, le gibier qu'il a tué, les peaux qui servent à le couvrir sont à peu près tout son bien. Alors, les institutions politiques, s'il en existe quelque commencement, ne peuvent avoir la propriété pour base ; la démocratie n'y est autre chose que l'indépendance et l'égalité naturelle ; la nécessité d'un chef dans les combats y donne les premiers éléments de la monarchie ; le crédit du savoir, toujours d'autant plus grand que la masse d'hommes est plus ignorante, y donne naissance à la première autocratie, celle des vieillards, des prêtres, des devins, des médecins, origine des brames, des druides, des augures, en un mot, de toute autocratie fondée sur la science, qui partout a précédé celle des armes et celle de la richesse. »

Puis arrivant à l'âge pastoral. « Alors, dit-il, la propriété commence à influencer sur les institutions ; l'homme attaché au soin des troupeaux n'a plus toute l'indépendance du chasseur ; le pauvre et le riche cessent d'être égaux et la démocratie naturelle

1. Jaurès, *Histoire socialiste. La Constituante*, p. 97.

n'existe déjà plus. Enfin, les besoins de la population s'accroissant toujours, l'homme est obligé de chercher sa nourriture dans le sein de la terre ; il cesse d'être errant, il devient cultivateur » (1).

Essayant ensuite d'établir l'origine de la propriété foncière, il montre que « la distribution des terres se fera en raison des rangs, du pouvoir et de la quantité de troupeaux dont chacun jouit » ; que d'autre part, « si la possession de la terre est le fait de la conquête, l'inégalité de la distribution sera plus grande encore, suivant les usages qui règnent à cette époque. La conquête presque toujours dépouille les vaineux de la plus grande partie de leurs biens et souvent les réduit à l'esclavage ; parmi les vainqueurs, elle n'enrichit guère que les chefs, à peine le soldat trouve-t-il dans son lot à nourrir pendant quelque temps son orgueilleuse oisiveté ». C'est l'époque, où le riche propriétaire terrien tient sous sa dépendance le pauvre cultivateur qui vit isolé, enchaîné au sol qui le fait vivre. C'est le règne de l'aristocratie « qui dure autant que le peuple agricole continue à ignorer ou à négliger les arts, et que la propriété des terres continue d'être la seule richesse » (2).

Cependant, Barnave constate que la période

1. Barnavé, *Œuvres*, t. I, p. 5 et 6.

2. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 12.

industrielle et commerciale qui doit nécessairement succéder à la culture, peut être retardée, soit en vertu de causes géographiques, — difficultés de moyens de transports, isolement de la région, — ou bien, pour des raisons politiques, les institutions du pays poussant plutôt les hommes à guerroyer qu'à jouir paisiblement de leurs travaux.

Il se peut encore que l'aristocratie, jalouse de ses privilèges, dresse les barrières de ses institutions, contre l'évolution naturelle ; et il cite l'exemple de l'inaliénabilité des biens ecclésiastiques, du droit d'ainesse, des substitutions « et de tant d'autres lois créées par l'aristocratie féodale, au temps de son grand pouvoir, qui ont retardé sa chute de plusieurs siècles ».

Pourtant, toutes ces institutions politiques ne sauraient retarder indéfiniment l'éclosion « du génie de la localité », c'est-à-dire des forces économiques propres à chaque région.

Alors, de cette ébauche historique des conditions et de l'évolution des groupements humains, Barnave tire cette conclusion qui formera la base de ses développements sur les origines profondes de la Révolution :

« Quoi qu'il en soit, dès que les arts et le commerce parviennent à pénétrer dans le peuple et créent un nouveau moyen de richesse au secours de la classe laborieuse, il se prépare une révolution dans les lois

politiques : une nouvelle distribution de la richesse produit une nouvelle distribution du pouvoir. De même que la possession des terres a élevé l'aristocratie, de même la propriété industrielle élève le pouvoir du peuple ; il acquiert sa liberté, il se multiplie, il commence à influencer sur les affaires » (1).

Faisant entrer en jeu cet élément nouveau qu'il appellera la *richesse mobilière*, il va l'opposer à la richesse de la terre ; proclamant « nettement », écrit Jaurès, « l'antagonisme de la classe industrielle et de la classe foncière. Cet antagonisme persistant des deux grandes fractions possédantes, que Marx dans son Manifeste communiste de 1849 signalait à la tactique vigilante du prolétariat, Barnave l'a défini en 1792 et il en fait le fond de la Révolution » (2).

Même, il verra dans cet accroissement d'indépendance dû à la fortune, l'origine du grand mouvement religieux qui au xvi^e siècle affranchira certains esprits de la puissance spirituelle du pape.

« Dans les gouvernements d'Europe, la base de l'aristocratie est la propriété de la terre ; la base de la monarchie, est la force publique ; la base de la démocratie, la richesse mobilière.

« Les révolutions de ces trois agents politiques ont été celles des gouvernements.

1. Barnave, *Œuvres* : Int. Revolut. Franç., t. 1. p. 13 et 14.

2. Jaurès, *Hist. socialiste*, t. I, p.

« Pendant la plus grande énergie du régime féodal, il n'y eut de propriété que celle des terres ; l'aristocratie équestre et sacerdotale domina tout, le peuple fut réduit à l'esclavage, et les princes ne conservèrent aucun pouvoir.

« La renaissance des arts a ramené la propriété industrielle et mobilière qui est le fruit du travail, comme la propriété des terres est originairement le produit de la conquête ou de l'occupation.

« Le principe démocratique, alors presque étouffé, n'a cessé depuis de prendre des forces et de tendre à son développement. A mesure que les arts, l'industrie et le commerce enrichissent la classe laborieuse du peuple, appauvrissent les grands propriétaires de la terre, et rapprochent les classes par la fortune, les progrès de l'instruction les rapprochent par les mœurs, et rappellent, après un long oubli, les idées primitives de l'égalité.

« On peut diviser en trois branches la grande révolution que l'influence du progrès, des arts a opérée dans les institutions européennes.

« 1° Les Communes acquérant des richesses par le travail ont acheté d'abord leur liberté et ensuite une portion des terres, et l'aristocratie a perdu successivement son empire et ses richesses ; ainsi le régime féodal s'est écroulé sous le rapport civil.

« 2° La même cause appuyée par le progrès de l'industrie qui l'accompagne toujours, a affranchi

l'Europe entière de la puissance temporelle du pape, et en a enlevé la moitié à sa suprématie spirituelle.

« 3° La même cause, c'est-à-dire le progrès de la propriété mobilière qui est en Europe l'élément de la démocratie et le ciment de l'unité des Etats, a modifié successivement tous les gouvernements politiques. Suivant qu'elle a été plus ou moins favorisée par la situation géographique des lieux, elle a établi des gouvernements divers ; là où le peuple s'est trouvé très fort dans un petit Etat, il a établi des républiques ; là où, dans une grande région, il n'a eu que la force de soutenir par l'impôt le pouvoir monarchique contre l'aristocratie, ennemi commun du prince ou du peuple, il a graduellement établi des monarchies absolues ; là, où il a pu pousser plus loin ses progrès, après avoir servi longtemps d'accessoire au trône contre les grands, il a fait explosion, en prenant sa place dans le gouvernement, il a établi la monarchie limitée ; là seulement, où il n'a pu que faiblement pénétrer, les formes aristocratiques et fédératives du gouvernement féodal ont pu se maintenir, et ont même acquis, par le temps, une forme plus solide et plus régulière.

« C'est cette progression, commune à tous les gouvernements européens, qui a préparée en France une révolution démocratique, et l'a fait éclater à la fin du XVIII^e siècle » (1).

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 19 et suiv.

Ainsi, à côté des causes immédiates qui déterminèrent la Révolution, à côté de l'incompréhension politique du gouvernement de Louis XVI qui ajouta encore aux idées des philosophes et des écrivains qui soufflaient sur le siècle, à côté de la crise financière qui avança l'heure du grand débat national, Barnave possédait merveilleusement les raisons profondes, les causes sociales et économiques qui devaient fatalement amener le peuple à la collaboration aux affaires publiques.

La Révolution qui acheminait enfin le Tiers état vers l'égalité politique n'était dans son esprit, ni un accident provoqué par le malaise des temps, ni un tourbillon où s'exaltaient enfin les sentiments et les aspirations d'une classe; c'était moins un mouvement idéaliste que le résultat d'une longue évolution matérialiste.

On conçoit que dans cet esprit Barnave se soit surtout attaché au cours de la Révolution, à lutter contre toutes les vieilles traditions monarchiques qui arrêtaient la poussée du Tiers parti. N'oublions pas qu'il était un représentant de la classe bourgeoise, celle qui possédait la richesse mobilière et qu'il devait combattre pour l'abolition des préjugés qui l'encerclaient.

Le prolétariat tel qu'il s'est révélé au cours du siècle suivant, n'avait pas encore pris conscience de lui-même. Il était alors en tutelle, il fallait que la

bourgeoisie accomplisse son étape, pour lui permettre d'approcher enfin de la table des délibérations où se jouait son sort.

Pourtant, il n'est pas douteux que dès le début de la Révolution, la classe ouvrière ait essayé de manifester son opinion sur les événements.

Après le retour de Varenne, alors que les républicains, demandaient la déchéance du roi, Barnave constate dans ses écrits, « qu'on était parvenu à soulever un assez grand nombre d'ouvriers occupés aux différents ateliers près de Paris, gens qui, quoique tous sans propriété, la plupart sans patrie connue, et, suivant ce qu'on avait cru jusqu'alors, sans lumières politiques, parurent cependant attacher un grand intérêt à obtenir la punition du tyran » (1).

Démocrate, il le fut autant qu'on pouvait l'être à son époque, mais il est clair qu'il extrait d'abord l'établissement des droits de sa classe.

Nous l'avons montré, dans l'histoire de sa vie politique, à certaines heures il se révéla le véritable chef de la bourgeoisie. Dans tous ses discours nous retrouvons cette directrice : l'opposition de la richesse mobilière à la richesse foncière.

Aussi, il ne faut pas s'étonner si les sentiments et l'action politique de Barnave, s'arrêtèrent à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle.

1. Barnave. *Œuvres*, t. I. p. 135.

P.-E. Boissenot

Quand il arriva aux Etats généraux, il pensait avec la plus grande partie des hommes de son temps, qu'il fallait « conserver, tout à la fois, le trône et le prince qui l'occupait, et renouveler toutes les autres parties en les prenant pour ainsi dire, en sous-œuvre et en les plaçant à l'abri de cette pièce principale. » (1).

Il estimait que la royauté avait au moins pour elle le prestige et l'autorité que donne la durée. Il la voulait puissante et incontestée afin qu'elle puisse garantir et soutenir l'exécution des réformes révolutionnaires.

Toute sa politique démocratique consistera à abattre les institutions de l'ancien régime qui gênaient l'épanouissement des idéals de la bourgeoisie ou qui entravaient l'essor de la production de la richesse.

C'est ainsi que, dans sa politique coloniale, au mépris des principes de la Déclaration des Droits de l'homme, il défendra les intérêts des grands colons, s'opposant ou n'apportant que des demi-mesures à l'établissement des libertés politiques des gens de couleur. Qu'à ce sujet, on ne le traite pas, comme certains auteurs l'ont fait, « d'homme au double visage » démocrate en France, complice de l'oligarchie aux colonies.

1. Barnave. *Œuvres*, t. I, p. 103.

« Je l'avoue », écrit Jaurès, « je ne comprends pas cet étonnement, Barnave n'était point un idéaliste, c'était un réaliste très net. Dans sa pensée, tout ce qui pouvait entraver la puissance de la bourgeoisie et du capitalisme était contraire à la Révolution. Démocrate, oui, contre les puissances de l'ancien régime, contre la féodalité terrienne, contre l'arbitraire royal et bureaucratique, contre tout ce qui pouvait arrêter l'essor de la production, mais, bourgeois avant tout, très nettement, très consciemment (1).

C'est à tort qu'on l'a accusé d'avoir modifié sa ligne de conduite après le retour de Varenne. Après deux ans de luttes, il avait enfin parcouru presque tout son programme. En juin 1791, les nouveaux partis devenaient menaçants pour l'œuvre accomplie, il lui sembla qu'il était temps de la réaliser. Certes, en d'autres temps, il avait mené de rudes assauts contre les vieilles institutions de la monarchie ; il avait démoli plus d'un pilier parmi la construction vermoulue de la royauté, mais il ne parlait pas de refaire, il pensait seulement que le ciment de la nouvelle Constitution pourrait consolider ce qui restait de la monarchie et que, à l'abri de cet édifice réparé, la bourgeoisie pourrait enfin jouir en paix de ses dernières conquêtes.

Il voulait si bien protéger l'œuvre des constitu-

1. Jaurès. *Histoire Socialiste*, t. I, p. 564.

tionnels, que lorsque viendra la discussion la fameuse motion de Thouret sur le cens électoral, il soutiendra énergiquement l'augmentation du taux de la contribution exigée de la part des électeurs.

Contre les grands propriétaires, qui se prononçaient contre le nouveau régime, mais surtout, contre les agitateurs républicains, les libellistes, les journalistes, il cherchait un soutien dans les classes moyennes de la nation, qui ayant bénéficié des réformes révolutionnaires avaient intérêt à conserver le nouvel ordre de choses.

Avant tout, Barnave est un homme de son temps. Réformateur selon les idées et les intérêts de sa classe, il a soutenu la politique que dictait aux gens avertis, le sens de l'heure.

« La volonté de l'homme », écrit-il, « ne fait pas les lois : elle ne peut rien, ou presque rien sur la forme des gouvernements. C'est la nature des choses, le période sociale où le peuple est arrivé, la terre qu'il habite, ses richesses, ses besoins, ses habitudes, ses mœurs, qui distribuent le pouvoir ; elles le donnent, suivant les temps et les lieux, à un, à plusieurs, à tous, et le partagent en diverses proportions (1).

Il ne croyait pas à la possibilité de l'établissement d'une république une et indivisible, et, lorsque de-

1. Barnave. *Œuvres*, t. I, p. 3.

vant le tribunal révolutionnaire il s'expliqua sur ses principes politiques :

« Citoyens », dit-il, « voici ma profession de foi. J'ai toujours pensé que le gouvernement républicain était le plus noble et le plus conforme à la nature de l'homme. Mais, vu l'étendue territoriale de la France, la diversité de ses moyens d'industrie, l'immensité de ses relations politiques et commerciales, je ne voyais pour elle que le choix entre la monarchie et la république fédérative. Ce dernier gouvernement est l'objet de votre horreur : il m'inspirait la même répugnance ; et c'est pour maintenir l'unité de la France, que j'ai combattu pour la monarchie » (2).

Sa politique en action. — Ses principaux discours

Nous ne suivrons pas Barnave dans toutes les discussions de séances où grandirent sa réputation et son talent, où s'affirmèrent à la fois ses sentiments démocratiques et sa politique franchement monarchiste. Pourtant il nous a paru qu'il y avait quelque intérêt à préciser son opinion sur les grands points de la Constitution. Ses écrits posthumes nous éclaireront sur les rares questions qu'il ne traita pas à

1. Barnave, *Œuvres*, t. II, p. 380.

la tribune de l'Assemblée ; le plus souvent nous illustrerons sa pensée par les passages de ses discours. éclos dans les grands débats, d'où sortirent les principes de la France nouvelle.

On sait que la Constitution de 1791 était monarchique et représentative.

Elle reposait sur deux grands principes : la souveraineté nationale et la séparation des pouvoirs.

Le roi des Français est avant tout, comme le qualifie le décret du 12 septembre 1791, le premier fonctionnaire public. Sa personne est inviolable, mais il peut être déclaré déchu pour trois causes :

1^o Quand il ne jure pas de respecter la Constitution ;

2^o Quand il se met à la tête d'une armée dirigée contre la nation ;

3^o Lorsque sorti du Royaume et rappelé par le Corps législatif il ne rentre pas dans un délai déterminé.

Le Corps législatif ne comprend qu'une Chambre et c'est lui qui représente essentiellement la nation, sauf dans les relations avec les pays étrangers où le roi retrouve une partie de son caractère ancien.

L'Assemblée propose et décrète les lois.

Le roi n'a pas le droit d'initiative mais en revanche, il est armé du *Veto suspensif*.

Les députés sont élus au suffrage restreint indirect à deux degrés.

Le Système des deux Chambres

Sur la question constitutionnelle des deux Chambres, Barnave n'a pas prononcé de discours. Comme Mirabeau, avec toute la gauche, il vota pour une Chambre unique, ainsi que le voulait la majorité des communes.

Dans ses écrits, il a traité le sujet et notamment en ce qui concerne le rôle d'une Chambre haute, il pense que « la fonction d'une seconde Chambre est de donner du poids et de la lenteur à la machine, de concilier les deux pouvoirs et d'empêcher que l'un ne puisse subjuguier l'autre » (1).

Pourtant, malgré la conscience très nette qu'il avait de l'utilité d'une Chambre haute, il crut devoir se rallier à l'opinion de la majorité et il nous en donne les raisons dans des termes remarquables.

« Le bicamérisme anglais et le bicamérisme américain, quels que fussent leurs éléments, nous étaient également interdits. La Constitution anglaise s'était caractérisée dans un temps où il existait une distance immense entre les pairs du royaume et la petite noblesse ; celle-ci, réunie aux communes, s'était

1. Barnave, *Œuvres*, t. II, p. 39.

identifiée avec elles, et avait cessé de former un corps séparé ; tout le principe aristocratique de la Constitution s'était concentré dans quelques familles et était moins une distinction de place dans la nation, qu'une magistrature héréditaire. Mais une pareille combinaison, quels que fussent ses avantages ou ses inconvénients, ne pouvait pas même être examinée ; une Chambre des Pairs peut se trouver introduite dans la Constitution, par les événements, il est absurde de penser qu'elle puisse se créer ; depuis la Révolution du 14 juillet, tout en France était devenu égal, et même avant cette époque, la qualité de pair du royaume n'était plus qu'un honneur ; la noblesse s'était considérée comme ne formant qu'un seul corps, et eut consenti plus facilement au sacrifice de ses privilèges, en faveur du peuple, qu'à s'en dépouiller pour les voir réunis sur un petit nombre de familles choisies dans son sein.

« Quant à une organisation de deuxième Chambre imitée des Américains, c'est-à-dire non héréditaire, et fondée sur toute autre distinction que celle de la naissance, elle avait été possible en Amérique où ces distinctions n'existaient pas ; mais, parmi nous, on craignait que, les trouvant établies, l'institution ne s'y liât, et ne servit à leur donner une nouvelle force et à les perpétuer » (1).

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 3 et suiv.

Le Veto suspensif

C'est en septembre 1739 que fut discutée la fameuse question de la sanction royale et du *Veto*. Des débats passionnés s'engagèrent autour de trois opinions qui furent défendues avec acharnement.

L'abbé Siéyès donnant sa fameuse définition de la loi : « *La volonté des gouvernés* », montra que les gouvernants ne devaient avoir aucune part à sa formation. Il insista sur les trois caractères différents sous lesquels se présentait tour à tour la personne royale : comme Roi, comme Citoyen, comme Chef du pouvoir exécutif. Il prétendit que le suffrage du Roi ne pouvait prévaloir sur celui du corps législatif sous peine de l'emporter sur la volonté générale.

« Quelque idée que l'on se fasse du *Veto*, ajoutait-il, il est toujours contraire à ce principe : le chef du pouvoir exécutif ne fait point partie intégrante de la loi ; car le droit d'empêcher une loi, n'est rien autre chose que faire la loi ; il n'y a point de différence. » L'homme qui dit : « je ne veux pas que telle chose se fasse, dit formellement : je veux que ce que vous voulez ne soit pas ».

Il illustre alors son raisonnement de cette fameuse image qui fut longtemps colportée parmi le peuple.

« D'après ce premier aperçu, je crois devoir dire que la majorité du pouvoir législatif doit agir indé-

pendamment du pouvoir exécutif, et que le *Veto* absolu ou suspensif n'est rien autre chose qu'une lettre de cachet lancée contre la volonté générale ».

Mirabeau s'éleva contre cette théorie en prétendant qu'il était nécessaire que le pouvoir exécutif, dépositaire de la force publique, eut en mains, un droit de résistance afin que cette force ne puisse pas être employée contre la volonté générale. Il citait l'exemple du mauvais choix des représentants, qui aux heures d'élections, auraient pu surprendre la bonne foi de leurs mandants.

Il mettait en présence les droits perpétuels du prince et les droits temporaires des représentants, affirmant que les uns et les autres avaient les mêmes raisons et le même but : maintenir le juste équilibre qui assurerait le bonheur du peuple.

« Gardons-nous, disait-il, de tout ce qui pourrait tendre à avilir et faire mépriser le pouvoir royal. De la couronne, le mépris descend bientôt à la personne, et le dépositaire de toutes les forces de l'empire français ne saurait être méprisé sans grands dangers. »

Barnave plaida en faveur du *Veto suspensif*. « La législation est une raison générale et non une force, » dit-il, pourquoi donner à un seul homme plus de force qu'à la raison de toute une nation ?

« Le roi et l'Assemblée nationale sont également des délégués du peuple et les dépositaires de la Constitution, si l'un ou l'autre essaie de l'altérer, il faut en appeler légalement au peuple, qui est le seul juge suprême ; tel est le principe du *Veto suspensif*. »

Si le roi, pensait-il, croit que la loi votée n'est pas conforme au vœu national, il fera part de son impression aux représentants qui jugeront si la loi doit-être maintenue. Et dans ce cas le roi pourra décider la dissolution de l'Assemblée. Les élections nouvelles amèneront de nouveaux élus, ainsi le roi aura obtenu satisfaction.

« Le *Veto suspensif*, ajoutait-il, met les représentants et le roi dans un état réciproque d'émulation. Il fait la sûreté du trône ; car il n'est rien de plus flatteur pour un peuple que d'être consulté par son roi, et la nation sera toujours disposée à décider en faveur du monarque, dans toutes les occasions où ses droits légitimes seraient compromis.

« Le *Veto absolu* établirait au contraire entre le roi et la nation un état de défiance et de guerre. D'un côté, le gouvernement armé du pouvoir militaire, et toujours sûr d'un parti nombreux, opposerait une résistance redoutable ; le peuple, d'un autre côté, n'aurait pour vaincre cette résistance que deux ressources funestes : l'insurrection et le refus des impôts. »

C'est cette thèse de l'appel au peuple qui fut adoptée (1).

La question religieuse

Nous savons dans quelles étranges conditions et par quel personnage inattendu fut déposée la fameuse motion « projetant une opération sur les biens ecclésiastiques. » Celui qui dans cette mémorable séance du 10 octobre 1789, se glissa le premier à la tribune pour déclancher la terrible discussion, fut M. le député Maurice de Talleyrand, évêque d'Autun.

D'une voix calme et froide, sans appuyer sur la formidable question qu'il engageait, il parla de la détresse de l'Etat, et proposa, à condition qu'on assurât un budget à l'Eglise et des ressources à ses plus humbles prêtres, de déclarer biens de l'Etat les propriétés ecclésiastiques. Puis, il descendit tout doucement les marches de la tribune.

Selon l'expression de M Pierre de la Gorce: « Dans la voie tracée par un évêque se précipitèrent Mirabeau et Barnave » (2).

Ce n'était pas la première fois que, dans le cours de l'histoire, l'idée était venue de procurer à l'Etat

1. *Moniteur universel* du 2 au 12 septembre 1789, n° 48 à 57.

2. P. de la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution*, p. 141.

des ressources au moyen des biens ecclésiastiques.

Déjà en 1561, l'Assemblée de Pontoise avait agité la question et Calonne quelque temps avant la Révolution avait songé à y recourir.

Les mêmes raisons qui, en d'autres temps, avaient mis cette idée à l'ordre du jour, poussaient la gauche de l'Assemblée à s'attaquer au grand propriétaire foncier de l'heure, et la légitimité de sa propriété fut mise en doute. Barnave posa le principe avec une netteté qui ne laissait place à la moindre équivoque. « Quelqu'étendue qu'on ait voulu donner à la question, dit-il, je pense qu'elle peut être réduite à celle-ci : Le Clergé est-il propriétaire ? »

Dans une argumentation où il fit valoir d'une part des appréciations juridiques et sociales, d'autre part des considérations humanitaires et sentimentales, il démontra que le Clergé ne pouvait être propriétaire que de deux façons : soit que ses biens lui aient été donnés par la nation, à l'occasion de fonctions, alors il s'agissait là d'une possession représentant un salaire, qui devenait caduque, en présence d'un autre mode de paiement ; soit qu'ils fussent des fondations représentant, dans la main du Clergé, des dépôts créés pour assurer des services publics ; mais alors, si la nation se chargeait de ces services, « elle peut », disait-il, retirer des mains du Clergé des biens qui n'ont été affectés et donnés que pour elle ».

Il ajoutait « que souvent cette propriété de l'Etat a été reconnue : dans les besoins extrêmes on a cru pouvoir faire vendre des biens ecclésiastiques sur de simples arrêts d'enregistrement des Cours. Le roi a supprimé des monastères, comment la nation et l'Assemblée nationale ne pourrait-elle pas faire ce qu'a fait le roi ? »

En terminant il insistait sur la situation créée par la suppression des dîmes qui avait « entièrement dépouillé les uns, en partie les autres. L'égalité, disait-il, détruite par cette grande opération, doit être rétablie. Le Clergé n'en souffrira pas, la nation sera sauvée, elle évitera par la vente des immeubles du Clergé le mal affreux de la banqueroute : le droit de la nation, la situation de l'Etat, et la nécessité indispensable de pourvoir à l'entretien de la partie la plus intéressante du Clergé, tout vous oblige à reconnaître que la nation est propriétaire des biens dont le Clergé a joui jusqu'à présent » (1).

Discours sur le Droit de Paix ou de Guerre

Le 14 mai 1790, le ministre des Affaires étrangères, M. de Montmorin, apporta à l'Assemblée une lettre annonçant que l'Espagne et l'Angleterre se préparaient à la guerre. Il ajoutait que la France ne

1. *Moniteur universel*, 1789, n° 73 du 12 au 13 octobre.

pouvait pas rester désarmée et que le roi avait ordonné l'équipement de quatorze vaisseaux de ligne tant dans les ports de la Méditerranée que dans ceux de l'Océan. L'Assemblée allait-elle approuver les mesures et voter les crédits nécessaires ?

Une agitation extraordinaire se manifesta dans les esprits. On parla plus que jamais des droits sacrés de la nation et la discussion sur le Droit de Paix ou de Guerre fut à l'ordre du jour. Depuis trois jours, les orateurs de la droite se succédaient à la tribune, lorsque Mirabeau prit la parole. Dans un long discours, un peu confus, où se trahissait son désir de plaire à la cour, il s'attacha à montrer à quels dangers on s'exposait en excluant l'un ou l'autre des deux pouvoirs de déclarer la guerre et de faire la paix. Son système, concluait-il, « consistait à attribuer concurremment le droit de faire la paix et la guerre aux deux pouvoirs que la Constitution avait consacrés ».

En réalité, il faisait la part du roi beaucoup plus grande.

Le lendemain 21 mai, Barnave répondit à Mirabeau. Par la logique serrée de son argumentation, par la clarté de sa démonstration, et même par la chaleur qu'il apporta dans ce débat, il approcha de Mirabeau et crut un instant l'avoir vaincu.

N'était-il pas le soir, à la sortie de l'Assemblée, porté en triomphe par la foule, alors que les ennemis

de Mirabeau répandaient un libelle qu'on s'arrachait et dont on criait le titre partout : *La grande trahison du comte de Mirabeau*.

Le lendemain, à son entrée dans la salle des séances, Mirabeau en reçut des mains d'un ami un exemplaire. « J'en ai assez, dit-il en voyant le titre ; on m'emportera de l'Assemblée triomphant ou en lambeaux », et il monta à la tribune.

Il y obtint un demi-triomphe, puisque son projet amendé par Le Chapelier fut adopté. Pourtant, le discours de Barnave est un des plus complets qu'on ait prononcé sur le sujet. Il y rappelait, en des termes remarquables, qu'en vertu de la division des pouvoirs, le roi ne devait être que l'exécuteur des actes de la volonté générale ; que seuls les représentants de la nation pouvaient apprécier justement les cas de guerre ou de paix.

« On a universellement reconnu, disait-il, le principe de la division des pouvoirs ; on a reconnu que l'expression de la volonté générale ne pouvait être donnée que dans les assemblées élues par le peuple, renouvelées sans cesse, et par là même, propres à en exprimer l'opinion, parce que sans cesse on en reconnaît l'impression. Vous avez senti que l'exécution de cette volonté exigeait promptitude et ensemble, et que, pour combiner cet ensemble, il fallait absolument le confier à un seul homme. De là, vous avez conclu que l'Assemblée nationale aurait le droit de

faire la loi, et le roi celui de la faire exécuter. De là il résulte que la détermination de faire la guerre, qui n'est autre chose que l'acte de la volonté générale, doit être dévolue aux représentants du peuple. On ne peut contester que l'acte qui nécessite après lui l'augmentation des impositions, la disposition des propriétés, que l'acte qui peut anéantir la liberté publique, dissoudre la machine politique, doit être confié à ceux qui doivent exprimer la volonté générale. Les fonctions du monarque ne sont pas moins évidentes : il a l'inspection des résolutions nationales ; il peut prendre les précautions nécessaires pour la sûreté de l'empire. Non seulement il doit diriger la guerre, avoir à sa disposition les forces destinées au secours de l'Etat, nommer des négociateurs, mais encore il est chargé de pourvoir de son propre mouvement à la sûreté de ses frontières ; il a le droit de faire les préparatifs de guerre ; il a encore un plus grand caractère, celui de représenter le peuple français auprès des autres peuples. Les actes dévolus au Corps législatif sont indispensables pour la liberté. Tout ce qui porte un caractère de majesté, nous l'avons mis sur la tête du roi : pourvoir à la sûreté de cet empire, veiller à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte à sa dignité, tel est le caractère du chef de la nation. »

Il attaqua alors le projet de décret de Mirabeau, déclarant qu'il était « impossible que le pouvoir de

déclarer la guerre soit exercé concurremment et par le roi et par les représentants du peuple. Cette concurrence n'était autre chose qu'une confusion de pouvoirs politiques et une anarchie constitutionnelle ».

Puis, il établissait, en des termes remarquables, qu'en fait Mirabeau donnait au roi seul le droit de déclarer la guerre puisque, devant pourvoir à la défense des frontières, il pouvait considérer une simple ouverture d'hostilité comme un état de guerre. Pourtant, « des hostilités, de quelque nature qu'elles soient, seront toujours de simples hostilités, du moment où la législature n'aura pas déclaré la guerre ; ainsi des hostilités peuvent conduire la nation à la guerre, mais ne peuvent jamais la priver du droit de déclarer qu'elle préfère se soumettre aux plus grands sacrifices. Donc, jamais un Etat ne peut être constitué en guerre sans l'approbation de ceux en qui réside le droit de le faire. Le raisonnement de M. de Mirabeau n'est donc qu'un moyen d'éluder la question, qu'un écart de la question. Quelque résolution que vous preniez, soit que vous déléguiez ce pouvoir au Corps législatif, soit que vous le déléguiez au pouvoir exécutif, le décret de M. de Mirabeau sera toujours imparfait ; car il est indispensable de savoir le moment où la nation est en guerre ; il est indispensable de savoir à qui il appartient de la déclarer en son nom ; et, dans les deux

cas, il nous laisse la même incertitude. Du moment où on décide que le roi la déclarera concurremment avec la nation, il est évident qu'on confère ce droit au pouvoir exécutif, puisque ces fonctions précèdent l'agression, et que c'est lui qui prononce si les hostilités seront continuées. »

Discutant à son tour les deux points essentiels du discours de Mirabeau, il s'attachait à établir que : 1^o il n'y avait pas d'inconvénients à attribuer aux législateurs le droit de déclarer la guerre, montrant que ce ne « serait violer ni la promptitude, ni le secret » ; 2^o qu'il y en avait à l'attribuer au pouvoir exécutif, qui ne trouve pas toujours dans la paix les mêmes avantages que les représentants de la nation, et que la nation elle-même.

« Les vrais citoyens, les vrais amis de la liberté, disait-il en terminant son discours, n'ont donc aucune incertitude. Consultez-les, ils vous diront : Donnez au roi tout ce qui peut faire sa gloire et sa grandeur : qu'il commande seul, qu'il dispose de nos armées, qu'il nous défende quand la nation l'aura voulu ; mais n'affligez pas son cœur en lui confiant le droit terrible de nous entraîner dans une guerre, de faire couler le sang avec abondance, de perpétuer ce système de révolte, d'inimitié réciproque, ce système faux et perfide qui déshonorait les nations. » Les vrais amis de la liberté refuseront de conférer au gouvernement ce droit funeste, non

seulement pour les Français mais encore pour les autres nations qui doivent tôt ou tard imiter notre exemple. »

Et voici son projet de décret :

« Au roi, dépositaire suprême du pouvoir exécutif, appartient le droit d'assurer la défense des frontières, de protéger les propriétés nationales, de faire à cet effet les préparatifs nécessaires, de diriger les forces de terre et de mer, de commencer les négociations, de nommer les ambassadeurs, de signer les traités, de faire au Corps législatif, sur la paix et la guerre, les propositions qui lui paraîtraient convenables ; mais le Corps législatif exercera exclusivement le droit de déclarer la guerre et la paix et de conclure les traités. Dans le cas où la situation politique des nations voisines obligerait à faire des armements extraordinaires, il les notifiera au Corps législatif, s'il est assemblé, ou, s'il ne l'est pas, il le convoquera sans délai. » (1)

Nous devons dire, en terminant l'analyse de ce long débat, que la prétention d'enlever au roi le droit de déclarer la guerre n'était pas absolument nouvelle ; c'était une vieille idée qui explosait enfin après une incubation de plus de deux siècles, puisque déjà aux Etats de Pontoise en 1561, il en avait été question.

1. *Moniteur universel*. année 1790, 22 et 23 mai, n° 142-143.

Sur l'inviolabilité de la personne du roi.

Quand vint le moment pour l'Assemblée de statuer sur le sort du roi et par là même de la Constitution tout entière, d'ardentes discussions s'ouvrirent. Les républicains qui commençaient à faire nombre, surtout dans les clubs, demandaient la déchéance de Louis XVI et Barnave raconte dans ses souvenirs qu'ils envisageaient la nomination d'un conseil électif, essayant de tirer parti de la situation pour acheminer la France vers un gouvernement républicain (1).

Le 15 juillet 1791, à la suite du député Salles qui venait de soutenir l'inviolabilité du roi, en développant surtout la question de fait, Barnave monta à la tribune et dans une magnifique improvisation il démontra qu'en droit comme en fait, la personne royale était inviolable.

Rarement, les esprits s'étaient aussi pleinement accordés pour fêter la gloire d'un orateur. Par acclamation, l'Assemblée décréta que son discours serait publié. Ce fut un de ses plus beaux triomphes. Selon Michelet, « il s'éleva très haut. Sa froideur feinte, ce jour-là, et qui n'était que dans la forme, fit valoir encore le fond intimement passionné, qui perçait

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 133.

partout, comme en Asie ces terres sèches et froides qui par places n'en sont pas moins crevées de sources de feu. On sentait bien qu'il jouait tout, que c'était un moment suprême et pour lui et pour l'Assemblée » (1).

Après avoir comparé le gouvernement monarchique avec celui des Américains, il prétendit que ce dernier ne pouvait convenir à la France et qu'on ne pouvait trouver la stabilité politique que dans le gouvernement que la Constitution avait donné au pays. Analysant ensuite le principe de l'inviolabilité il montra qu'elle ne devait pas s'appliquer au pouvoir exécutif proprement dit, « fonctions qui nécessitent la critique et la censure, que le roi, devant être indépendant pour la sanction, devait être, par conséquent personnellement inattaquable, et devenait incapable de les remplir » (2).

Mais pour conserver au gouvernement son double caractère de stabilité et de liberté, il était indispensable que l'indépendance de la personne royale fut assurée par l'inviolabilité. Il constatait que la responsabilité politique ne pouvait atteindre l'acte du roi, attendu que, si délit il y avait, il n'était prévu nulle part, ni dans les lois ni dans la Constitution.

La déchéance ne pouvait avoir lieu, et l'inviolabilité demeurait dans sa plénitude.

1. Michelet, *Histoire de la Révolution*, t. III, p. 128.

2. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 248.

Elevant la question : « C'est donc entre la loi sous laquelle nous devons vivre, dit-il, entre l'attachement à la Constitution et le ressentiment contre un homme qu'il s'agit de prononcer et, je demande aujourd'hui à celui de vous tous qui pourrait avoir conçu contre le chef du pouvoir exécutif toutes les préventions, tous les ressentiments les plus profonds et les plus animés, je lui demande de nous dire s'il est plus irrité contre lui, qu'attaché à la loi de son pays » (1). S'appuyant sur le principe de la monarchie héréditaire, il ajoutait : « Mais, ou bien vous avez fait une Constitution vicieuse, ou bien celui que le hasard de la naissance vous donne, et que la loi ne peut pas atteindre, ne peut pas être important par ses actions personnelles au salut du gouvernement, et doit trouver dans la Constitution le principe de sa conduite et l'obstacle à ses erreurs. S'il en était autrement, Messieurs, ce ne serait pas dans les fautes du roi que j'apercevrais le plus grand danger, ce serait dans ses grandes actions ; je ne me méfiera pas tant de ses vices que de ses vertus : car je pourrais dire à ceux qui s'exhalent en ce moment en plaintes justes peut-être en moralité, mais bien puériles en politique, qui s'exhalent avec une telle fureur contre l'individu qui a péché, je leur dirais : vous seriez donc à ses pieds si vous étiez contents de lui ! » (2)

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 254.

2. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 255.

Puis abordant nettement la question de la Constitution, il épuisait son talent à défendre l'œuvre pour laquelle il avait lutté. S'adressant aux représentants de la classe bourgeoise, il leur faisait redouter l'anarchie qui suivrait l'anéantissement de la royauté, alors que l'œuvre révolutionnaire s'en irait à la dérive. On sent qu'il avait hâte de fixer les événements, qu'il croyait enfin que l'heure était venue de conclure.

« Aujourd'hui, Messieurs, tout le monde doit sentir que l'intérêt commun est que la Révolution s'arrête. Ceux qui ont perdu doivent s'apercevoir qu'il est impossible de la faire rétrograder, et qu'il ne s'agit plus que de la fixer ; ceux qui l'ont faite et qui l'ont voulue, doivent apercevoir qu'elle est à son dernier terme, que le bonheur de leur patrie comme leur gloire exige qu'elle ne se continue pas plus longtemps (1). »

Sur les Élections et la condition d'une imposition de quarante journées de travail pour l'électorat et l'éligibilité

Ce fut Thouret, qui au nom des Comités, présenta à la séance du 11 août 1791 un décret qui exigeait des électeurs une imposition de quarante journées de travail.

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 263. *Monit. Univ.*, n° 198.

Dans un discours qui, selon Jaurès, « est vraiment le manifeste de la bourgeoisie censitaire, un premier essai de doctrinarisme à la Guizot » (1), Barnave répondit en termes remarquables aux orateurs démocrates du parti républicain.

A l'idée qui veut que le droit de suffrage appartienne à chaque citoyen d'un Etat, idée que Rousseau exprimait dans *le Contrat social* « J'aurais bien disait-il, des réflexions à faire sur le simple droit de voter dans tout acte de souveraineté, droit que rien ne peut ôter aux citoyens (2), Barnave opposait la conception qui voit dans le suffrage politique une fonction sociale.

Il séparait nettement les droits du peuple d'avec la qualité d'électeur qui dans sa pensée restait l'attribut de la nation, de la société, et non pas de l'être humain.

« Là où le gouvernement est représentatif, disait-il, là où il existe un degré intermédiaire d'électeurs, comme c'est pour la société qu'on élit, elle a essentiellement le droit de déterminer les conditions d'éligibilité » (3).

Pour garantir « la pureté et l'incorruptibilité des corps électoraux », il pensait qu'il fallait favoriser la situation des classes moyennes, où se rencontre

1. Jaurès, *Histoire socialiste*, t. I, p. 736.

2. Rousseau, *Contrat social*, Liv, IV ch. I, p. 250.

3. Barnave, *Œuvre*, t. I, p. 268.

généralement, avec une éducation convenable, certaines idées d'indépendance. Il voulait surtout écarter de l'électorat, les agitateurs républicains qui, à Paris, préparaient le terrain des élections prochaines. Une fois de plus, il essayait de maintenir debout l'œuvre constitutionnelle qui déjà était menacée.

« En effet, disait-il, parmi les électeurs élus sans payer trente ou quarante journées de travail, ce n'est pas l'artisan, l'homme sans crédit, le laboureur honnête qui réunit les suffrages ; ce sont quelques hommes animés par l'intrigue, qui vont colportant, dans les Assemblées primaires, les principes de turbulence dont ils sont possédés, qui ne s'occupent qu'à chercher, à créer un nouvel ordre de choses, qui mettent sans cesse l'intrigue à la place du bon sens, et la turbulence d'idées à la place de l'intérêt général de la société. Si je voulais des exemples, je n'irais pas loin les chercher ; ce serait près de nous, et très près de nous, que je voudrais les prendre. Et je demande aux membres de cette Assemblée qui soutiennent une opinion contraire à la mienne, mais qui savent bien comment sont composés les corps électoraux les plus voisins de nous, sont-ce des artistes qu'on y a vus ? — Non. Sont-ce des agriculteurs ? — Non. Sont-ce des artisans ? — Non. Sont-ce des libellistes, des journalistes ? — Oui » (1).

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 271, *Moniteur universel*, n° 225, 13 août 1791.

Et ce sont là, les derniers gestes du lutteur pour écarter ses adversaires. Il veut fermer la porte de la future Assemblée, à ces intrigants qui ne veulent que révolution et changement, parce qu'ils grandissent dans le trouble comme les insectes dans la corruption » (1).

1. Barnave, *Œuvres*, t. I, p. 271, *Moniteur universel*, n° 225, 3 août 1791.

CONCLUSION

De Bourgoing, pendant sa translation à Paris, Barnave écrivait à Boissy d'Anglas.

« Je ne me dissimule point la force des préventions que je vais avoir à combattre : je regarde mon sort comme à peu près fixé d'avance ; mais je crois devoir à moi-même de ne rien omettre pour les surmonter ; et, ne fut-ce que pour laisser après moi une mémoire honorable, je donnerai tous mes soins à ma justification » (1).

Ainsi, songeant à la place qu'il occuperait dans l'histoire, il la voulait intacte et nette de tout soupçon. Son âme droite lui indiquait jusqu'au bout le devoir. Longtemps après sa mort, — la justice est quelquefois lente à venir, — il reprit parmi les grands révolutionnaires le poste d'honneur qu'il avait occupé si brillamment pendant les rapides années de sa vie politique.

Par ses idées et par son talent, par son rôle et par

1. Barnave, 72. p. 340.

ses écrits, il illustre admirablement la grande pensée démocratique de la fin du XVIII^e siècle. Au point de vue social et économique, il dégage pour la première fois les grandes causes qui rendirent inévitable la Révolution ; mesurant avec une étonnante logique, les moyens et les chances de succès du Tiers état.

En opposant aussi nettement qu'il l'a fait dans ses écrits, la richesse mobilière à la richesse foncière, il a indiqué la voie des grands mouvements révolutionnaires qui s'étaient accomplis ; et, lorsque dans son discours sur l'inviolabilité du roi, il disait : « Dans la ligne de l'égalité, le premier acte qui pourrait suivre serait l'attentat à la propriété » (1), ne faisait-il pas entrevoir les revendications de l'avenir ?

Aujourd'hui, comme en 1789, on dirait que le monde fermente sous l'action de nouvelles idées qui semblent redoutables.

Achèvent-elles une évolution matérialiste, marquant ainsi le début des temps nouveaux ? Sont-elles le résultat de la pensée, du travail, et aussi de la souffrance d'un siècle ? Ou bien ne sont-elles que l'exhalaison morbide du cataclysme qui s'éteint ?

S'apaiseront-elles dans la tranquillité des jours qui viendront ; ou verrons-nous l'évolution esquissée par Barnave et achevée par la pensée de l'école socia-

1, Barnave, *Œuvres*, t. I. p. 261.

liste, reprendre sa course au point où la Révolution l'avait laissée ?

Contre la richesse mobilière maîtresse de l'heure, verrons-nous se dresser les classes non possédantes ?

Par ces temps de crises, chaque fois que les événements se traînent dans l'indécision, chaque fois que l'incertitude de l'heure, ajoute un peu plus d'angoisse et d'impatience dans nos cœurs, nous nous tournons vers le passé. Nous réunissons le grand conseil national de l'histoire, pour méditer les paroles des grands ancêtres et quelquefois souhaiter leurs gestes.

Dans tous les faits qui tissent la trame ardente de notre temps, les morts sont avec nous. Nous les prenons à témoin de nos erreurs, comme de nos succès. Nous aimons à redire leurs noms, dans la gloire des jours heureux, comme dans la misère des heures de détresse.

Ne sont-ils pas la caution morale de la France ? Ne défendent-ils pas avec nous, au-dessus de nous, contre nous-même s'il le fallait le patrimoine national qu'ils nous ont transmis.

Parfois, lorsque la situation du moment paraît s'inspirer de l'histoire, dans le vacarme des colères politiques, des noms d'autrefois sont jetés et la chevauchée des grands ancêtres s'élance dans l'arène. Leurs idées, leurs actes, leurs violences, leurs erreurs même, se heurtent aux conceptions du jour.

Redire les opinions politiques de nos grands révolutionnaires, ce n'est pas seulement faire de l'histoire, c'est quelquefois faire de l'action. C'est parfois opposer aux hésitations et aux demi-mesures du moment les gestes puissants et forts des hommes qui furent grands, aux heures tragiques de la patrie.

Vu : le Président de la thèse

G. DE LAPRADELLE

Vu le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

Anne et Mouttet. — La Tribune française, 1840.

Aulard. — Histoire politique de la Révolution. Les orateurs de l'Assemblée constituante, 1882.

Barnave. — Œuvres, mises en ordre par Béranger de la Drôme, 1843, 4 vol.

Barthe. — Les orateurs français : Mirabeau, Barnave, Vergniaud, 1820, 4 vol.

Barrau. — Histoire de la Révolution.

Bled (du). — Orateurs et tribuns, 1789-1794.

Campan (Mme). — Mémoires.

Cormenin (Timon de). — Le Livre des orateurs.

Chabrier. — Orateurs politiques de la France.

Deschamps (Léon). — Les colonies pendant la Révolution. La Constituante et la Réforme coloniale.

Deschanel (Paul). — Paroles françaises.

Esmein. — Gouverneur Morris. Histoire du droit français de 1789 à 1814.

Gallier (A. de). — Les hommes de la Constituante, Barnave, 1880.

Goncourt (E. et G. de). — Histoire de la Société française pendant la Révolution.

Gorce (Pierre de la). — Histoire religieuse de la Révolution.

Gautherot (Gustave). — L'Assemblée constituante, 1911.

Heidenstam (O.-G. de), Marie-Antoinette, Fersen et Barnave. — Leur Correspondance, 1913.

Janin (Jules). — Barnave.

Jaurès (Jean). — Histoire socialiste.

Lacroix. — L'éloquence en France depuis 1789.

Lamartine. — Histoire des Girondins.

Lameth (Alexandre de). — Histoire de l'Assemblée constituante, 1828.

La Harpe. — Correspondance littéraire.

Levis (duc de). — Souvenirs et portraits.

Loménie (de). — Esquisses historiques et littéraires.

Madelin. — Histoire de la Révolution.

Malouet. — Mémoires.

Mallet du Pan. — Mémoires.

Michelet. — Histoire de la Révolution.

Montlosier (Comte de). — Mémoires.

Nodier. — Souvenirs et Portraits.

Paganel. — Essai historique et critique sur la Révolution.

Pellet. — Les actes des apôtres (Variétés révolutionnaires).

Picot. — Histoire des Etats généraux.

Rivarol. — Œuvres.

Robinet. — Le Mouvement religieux pendant la Révolution.

Roux (X.). — Barnave. Sa vie et son temps. Grenoble, 1888.

Sainte-Beuve. — Causeries du lundi, t. II.

Taine. — La Révolution.

Thiers. — Histoire de la Révolution.

Tocqueville (de). — L'ancien régime.

JOURNAUX ET REVUES

Le Moniteur universel. — Année 1789 : du 2 au 12 septembre, n^{os} 48 à 57 ; 13 octobre, n^o 73 ; 1790, des 22 et 23 mai, n^{os} 142, 143 ; 1791, 17 juillet, n^o 198, 13 août,

n° 225 ; 1792, 13 août, n°s 230, 241 ; 1793, n° 49. 61 et 70.

L'ami du Peuple, octobre 1790, n° 265.

Bulletin de la Société de statistique de la Drôme, t. XXXII, XXXIII, XXXIV. Articles de M. Emblard ; Notes historiques sur Barnave.

Bulletin de l'Académie Delphinale, année 1900 : de Beylie, Lettre de Barnave à la Société des amis de la Constitution de Grenoble.

Revue politique et parlementaire, 1899, t. XXI, p. 358.

Revue bourguignonne d'enseignement supérieur, 1896, t. VI, p. 385.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

L'HOMME

	Pages
Ses années de jeunesse.....	9
Ses premiers pas dans la vie politique.....	13
Sa place à l'Assemblée constituante.....	18
Son éloquence politique.....	24
Incidents de séances.....	28
Le sang qui coule est-il donc si pur !.....	28
Son duel avec Cazalès.....	30
Son attitude politique à l'Assemblée et dans les clubs..	31
Sa correspondance avec Marie-Antoinette.....	38
Son arrestation. Sa mort.....	52

DEUXIÈME PARTIE

L'ŒUVRE

Ses opinions politiques.....	59
Sa politique en action, ses principaux discours.....	73
Le système des deux Chambres.....	75
Le Veto suspensif.....	77
La question religieuse.....	80

Le droit de paix ou de guerre.....	82
Sur l'inviolabilité du Roi.....	89
Sur le cens électoral.....	92
Conclusion.....	97

Imp. JOUVE et C^{ie}, 15, rue Racine, Paris. — 4097-19.
